

ÉCOLE DE

PRINTEMPS



DES RELATIONS INTERNATIONALES
EN ASIE CENTRALE

LIVRET DE RESTITUTION



ÉCOLE DE PRINTEMPS DES RELATIONS INTERNATIONALES

Asie centrale
22 avril — 3 mai 2026

Livret de restitution



SOMMAIRE

PARTIE .I - L'ÉCOLE DE PRINTEMPS	p.08
1. Une École de printemps au cœur d'un partenariat avec le Kazakhstan	p.11
2. L'École de printemps en quelques chiffres	p.12
3. Les participants	p.13
4. Le programme	p.14
4.1 Kazakhstan - Amalty	p.15
4.2 Une ouverture régionale: le Kirghizistan	p.16
5. Freedom Holding — partenaire majeur de l'École de printemps	p.18
6. Un projet rendu possible grâce à ses mécènes	p.19
7. Parole d'étudiante	p.20
8. Du terrain à la restitution	p.21
 PARTIE .2 - RESTITUTION ÉTUDIANTE	 p.22
1. Résumés des conférences	p.24
· Lundi 27.04.26 : Premier jour de l'École de printemps au Kazakhstan à l'université Sorbonne Kazakhstan à Almaty	
1.1 Les facteurs de l'identité au Kazakhstan - Gulmira ILEUOVA	p.25
1.2 La nouvelle Constitution du Kazakhstan - Marat Shibutov	p.27
1.3 Politiques extérieures centre-asiatiques - Andreï Tchebatariov	p.30
· Mardi 28.04.26 :	p.33
1.4 Mirny, 1 GW éolien : un projet phare de la transition énergétique - Thierry Plaisant	
1.5 Histoire du nucléaire au Kazakhstan - Hugo Caste	p.34
1.6 La question de l'eau en Asie centrale - Arman Ahunbaev	p.35
· Mercredi 29.04.26 :	p.36
1.7 La formation des spécialistes en intelligence artificielle (IA) face aux défis contemporains – L'expérience de l'Université pédagogique nationale d'Abai - Nurzhamal Oshanova	
1.8 Volontariat et service civique - Aïnur Sabitova	p.37
1.9 L' évolution de la protection des droits de l'Homme au Kazakhstan - Igor Rogov	p.39

· Jeudi 30.04.26 :	p.40
1.10 Asie centrale : le contexte, les dynamiques socio-politiques, la géopolitique et les chemins vers le développement - Gabit Zhumatay	
1.11 Le retour, la place et le soft power de la Turquie en Asie centrale - Bayram Balci	
1.12 Les relations UE-Kazakhstan - S.E.Mme Aleksa Simkic	p.41
1.13 La Belt and Road Initiative en Asie centrale - Sébastien Colin	p.42
Séjour au Kirghizistan	p.44
· Jeudi 23.04.26 :	
1.14 La configuration socio-économique de l'Asie centrale : état des lieux et perspectives depuis 2022 - Dr. Ilias Mamadiarov	
1.15 L'Asie centrale depuis 1991 : tournants, tendances, opportunités - Prof. Catherine Poujol	p.45
1.16 L'Islamisation en Asie Centrale comme vecteur d'influence : entre dynamiques internes et acteurs externes - Ekaterina Kasymova	p.46
· Vendredi 24 et Samedi 25.04.26	p.47
2. Approfondissements: analyse de thématiques	p.49
Analyse n°1: Kirghizistan - Kazakhstan : Analyse comparative - Élise Cartagena , Léna Chery et Marie-Sana Singh	
Analyse n°2: Les Dynamiques linguistiques au Kazakhstan: entre Russophonie, identité nationale et plurilinguisme - Édith George , Vladimir Klein et Ismaël Ricard	p.54
Analyse n°3: Tengirisme en Asie Centrale : dans quelles mesure le renouveau du tengirisme au kazakhstan et au Kirghizistan traduit-il une recomposition identitaire post-soviétique ? - Clémence Blanchard , Agathe Mallegol et Haby Sarr	p.59
Analyse n°4: Le rôle de la société civile au Kazakhstan - Elma Duval et Ariane Monceau	p.65
Analyse n°5: Alataou, « Smart Silk Road City », ville du futur au Kazakhstan - Laura Leclerc , Romain Legros et Kilian Roux	p.69
3. Bibliographie des analyses	p.74



PARTIE I





Une École de printemps au cœur d'un partenariat avec le Kazakhstan

L'Inalco entretient de longue date des liens académiques avec le Kazakhstan : l'histoire et la civilisation kazakhes y sont enseignées depuis 1982, et la langue kazakhe depuis 1991.

Dans la volonté de développer les partenariats de l'établissement avec le Kazakhstan, et plus largement les études sur l'Asie centrale, l'Inalco et la Fondation Inalco ont conçu un programme d'immersion dont l'origine remonte à la visite du Président de la République du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokayev, l'Inalco en 2022. Le projet a ensuite été présenté en 2023 à S.E. Mme Gulsara Arystankulova, Ambassadrice de la République du Kazakhstan en France, qui y a apporté un soutien déterminant.

Placé sous la responsabilité académique de la Prof. Catherine Poujol, spécialiste de l'histoire et de la civilisation de l'Asie centrale à l'Inalco, et de Sébastien Colin, directeur du département Relations internationales, avec le soutien de l'Ambassade du Kazakhstan en France et de l'Ambassade de France au Kazakhstan, cette initiative s'est concrétisée en 2026 par l'organisation de la première École de printemps en relations internationales en Asie centrale.

Organisée du 22 avril au 3 mai 2026 en partenariat avec l'Institut Sorbonne-Kazakhstan (ISK) et l'Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC), l'École de printemps avait pour objectif de proposer aux étudiants une expérience académique et de terrain leur permettant de mieux comprendre les dynamiques géopolitiques de l'Asie centrale et d'appréhender directement la complexité de la région.

La Fondation Inalco et l'Inalco adressent leurs sincères remerciements aux partenaires - Freedom Holding, Partenaire majeur du programme, mais aussi Verny Capital, Total Energies Renouvelables, Air Liquide et Veolia - pour leur engagement en faveur des études kazakhes à l'Inalco.



L'École de printemps en quelques chiffres

25 Candidatures
reçues
d'étudiants en master
relations internationales

11 jours
d'immersion

3 étapes
Bichkek
Issyk-Kul
Almaty

15 étudiants
sélectionnés

2 pays
Kirghizistan
& Kazakhstan

2 Partenaires
Académiques
ISK . IFEAC



Les participants

Sur les quatorze étudiants sélectionnés pour cette première édition, treize étaient inscrits en master Relations internationales et deux en master LLCER. Si le russe est la langue la plus représentée parmi les langues étudiées, la sélection a veillé à la représentation d'une diversité linguistique.

Participant	Formation	Langue étudiée
Romain LEGROS	M1 RI	russe
Kilian ROUX	M2 RI en alternance	russe
Ariane MONCEAU	M1 RI	russe
Elise CARTAGENA	M2 RI en alternance	arabe
Clémence BLANCHARD	M1 RI	mongol
Elma DUVAL	M2 RI	coréen
Ismaël RICARD	M2 RI	turc / arabe
Léna CHERY	M2 RI en alternance	russe
Agathe MALLEGOL	M1 RI	russe
Marie-Sana SINGH	M2 RI	hindi
Vladimir KLEIN	M1 LLCER persan	persan
Haby SARR	M1 RI	peul / turc
Edith GEORGES	M2 RI	japonais
Laura LECLERC	M1 LLCER chinois	chinois

4.

Le programme

Le Kazakhstan au cœur de l'École de printemps

Du 22 avril au 3 mai 2026, l'École de printemps a proposé aux étudiants une immersion académique et professionnelle en Asie centrale, principalement consacrée au Kazakhstan et complétée par une première séquence au Kirghizistan afin d'apporter une perspective régionale. Conçu par Catherine Pujol et Sébastien Colin, le programme a associé conférences académiques, rencontres avec des diplomates et des professionnels, échanges avec des étudiants et découverte des territoires.

Le parcours s'est appuyé sur deux partenaires académiques principaux : l'Institut Sorbonne-Kazakhstan (ISK) à Almaty et l'Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC) à Bichkek. Cette articulation entre Kazakhstan et Kirghizistan devait permettre aux étudiants de mieux comprendre les dynamiques propres au Kazakhstan tout en les replaçant dans leur environnement centre-asiatique.



KAZAKHSTAN — ALMATY

Le cœur académique du programme s'est déroulé à Almaty. La séquence kazakhstanaise s'est ouverte officiellement à l'Institut Sorbonne-Kazakhstan, en présence de représentants français et kazakhstanaï, parmi lesquels **Maxime Gehringer**, Consul général de France à Almaty, **Sébastien de Courtois**, attaché de coopération et d'action culturelle à l'Ambassade de France au Kazakhstan, **Ainur Sabotova**, directrice de l'Institut Sorbonne-Kazakhstan pour la partie kazakhstanaise, ainsi que Catherine Pujol et Sébastien Colin. Une intervention vidéo de **Sylvain Guiaugué**, Ambassadeur de France au Kazakhstan, a également accompagné cette ouverture. Une conférence de presse a ensuite permis de présenter le projet et ses ambitions.

Le programme académique a débuté par une initiation à la langue kazakhe assurée par **Orken Imangaili** et **Nursaula Kylishbekova**, professeurs de l'ISK. Les conférences et rencontres ont ensuite abordé plusieurs dimensions du Kazakhstan contemporain, en croisant approches académiques et professionnelles.

Identité, société et institutions

Les étudiants ont travaillé sur les facteurs de l'identité au Kazakhstan, l'histoire constitutionnelle du pays, les transformations de la société kazakhstanaise, la société civile et l'écosystème des ONG. Les questions de droits humains et d'évolutions institutionnelles ont également été abordées, notamment lors d'une intervention d'**Igor Rogov**, président de la Commission des droits de l'Homme du Kazakhstan.

Géopolitique et relations internationales

Plusieurs interventions ont replacé le Kazakhstan dans son environnement régional et international : politique étrangère kazakhstanaise, dynamiques de coopération en Asie centrale, engagement de la Turquie dans la région, relations entre l'Union européenne et l'Asie centrale et place de l'Asie centrale dans les Nouvelles routes de la soie chinoises – Belt and Road Initiative. Les étudiants ont notamment échangé à distance avec **Aleška Simkić**, Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République du Kazakhstan.

Énergie, environnement et ressources

Une partie importante du programme a été consacrée aux défis environnementaux et énergétiques. **Thierry Plaisant**, directeur général de TotalEnergies Renewables Kazakhstan, a présenté le projet éolien Mirny d'une puissance de 1 GW. **Hugo Caste**, chargé des affaires nucléaires à l'Ambassade

de France à Pékin et diplômé du Master Relations internationales de l'Inalco, est revenu sur l'histoire du nucléaire au Kazakhstan. **Arman Ahunbaev**, chercheur à la Banque eurasiatique de développement, a abordé la gestion des ressources en eau et les enjeux de sécurité hydrique en Asie centrale.

Transformations contemporaines et échanges

Les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle, ainsi que leurs effets sur l'éducation et la société, ont également nourri les échanges. Le programme a accordé une place aux rencontres avec des étudiants de **l'Université Abai** et, plus largement, à la confrontation des regards entre étudiants de l'Inalco, universitaires, chercheurs, diplomates, représentants institutionnels et acteurs économiques. Une découverte d'Almaty et de son patrimoine est venue compléter cette approche du Kazakhstan contemporain.



UNE OUVERTURE RÉGIONALE : LE KIRGHIZISTAN

Bichkek — Poser les clés de compréhension de l'Asie centrale

À Bichkek, les étudiants ont été accueillis à l'Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC). **Catherine Poujol** a ouvert cette première séquence par une conférence consacrée aux évolutions de l'Asie centrale depuis 1991. Les interventions suivantes ont permis d'aborder le paysage socio-économique régional depuis 2022, ainsi que les questions d'islamisation, d'influence et de compétition sino-russe au Kirghizistan.

Cette approche académique a été complétée par une rencontre avec S.E.M **Nicolas Faye**, Ambassadeur de France au Kirghizistan. L'échange a permis d'aborder les enjeux politiques et diplomatiques contemporains du pays et de la région, tout en donnant aux étudiants un aperçu concret du travail de représentation diplomatique.

Issyk-Kul — L'immersion dans le territoire

Le programme s'est poursuivi au bord du lac Issyk-Kul, où les étudiants ont passé deux nuits dans un camp de yourtes. Cette étape a associé découverte de la culture nomade, équitation, cuisine traditionnelle et découverte du patrimoine local. Elle a apporté au programme une dimension d'immersion culturelle et territoriale, en complément des conférences et rencontres organisées à Bichkek et à Almaty. Le passage du Kirghizistan au Kazakhstan s'est ensuite effectué par voie terrestre, avant l'arrivée du groupe à Almaty et le début de la séquence principale de l'École de printemps.



5. Freedom Holding — partenaire majeur de l'École de printemps

Freedom Holding a apporté un soutien majeur à la réalisation de l'École de printemps en Asie centrale.

La Fondation Inalco tient à remercier chaleureusement Freedom Holding pour son engagement aux côtés de ce projet, qui a permis aux étudiants de bénéficier d'une expérience académique et de terrain au Kirghizistan et au Kazakhstan.

Une communication dédiée à Freedom Holding a également été réalisée à l'issue du voyage, dans le cadre de la valorisation des partenaires ayant rendu cette première édition possible.

6. Un projet rendu possible grâce à ses mécènes

La réussite de ce projet a été rendue possible grâce à l'engagement de l'ensemble des institutions partenaires ainsi qu'au précieux soutien des mécènes du projet.

Aux côtés de **Freedom Holding**, partenaire stratégique, **la Fondation Inalco** remercie également chaleureusement **Verny Capital**, partenaire clé, **TotalEnergies**, partenaire associé, ainsi que **Renouvelables**, **Air Liquide** et **Veolia** pour leur soutien à l'École de printemps.



7. Parole d'étudiante

« L'École de printemps à l'Institut Sorbonne-Kazakhstan a été une expérience riche et inspirante que je n'oublierai pas de sitôt. Les différentes conférences, ainsi que les échanges avec les étudiants kazakhs, ont été particulièrement marquants et nous ont offert une occasion unique d'immersion dans le paysage sociopolitique de l'Asie centrale, approfondissant notre compréhension des principaux enjeux de la région. Ce fut une remarquable occasion d'apprentissage et de dialogue dans un environnement intellectuellement stimulant. Je suis également très fière d'avoir participé à cette première édition, rendue possible grâce à l'Inalco, à la Fondation Inalco ainsi qu'à l'ensemble des mécènes et partenaires. »

Haby Sarr
M1 Relations internationales



8. Du terrain à la restitution

OBSERVER

ÉCHANGER

ANALYSER

RESTITUER

Pendant l'École de printemps, les étudiants ont alterné conférences académiques, rencontres avec des professionnels et représentants institutionnels, échanges universitaires et découverte du terrain.

Tout au long du programme, ils ont travaillé en groupes afin de synthétiser les conférences quotidiennes et de mettre en relation les différents thèmes abordés.

Les pages qui suivent rassemblent les résumés des conférences et les analyses rédigés par les étudiants à l'issue de l'École de printemps.





PARTIE.II

RESTITUTION ÉTUDIANTE



1.

Résumés des conférences

Par ordre chronologique du programme

Les résumés des conférences présentés ci-dessous ont été rédigés par les étudiants participant à l'École de printemps.

LUNDI 27 AVRIL 2026

Premier jour de l'École de printemps au Kazakhstan à l'université Sorbonne Kazakhstan à Almaty

L'École a commencé le matin du 27 avril par la tenue d'une cérémonie d'ouverture au cours de laquelle se sont succédé les discours de la Directrice kazakhe de l'ISK Mme Aïnur Sabitova, de SEM l'ambassadeur de France au Kazakhstan M. Sylvain Guiaugué (enregistrement vidéo), du Consul général de France à Almaty M. Maxime Gehringer, du Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle à l'Ambassade de France au Kazakhstan, M. Sébastien de Courtois, et des professeurs de l'Inalco organisateurs de l'École, Mme Catherine Poujol et Sébastien Colin.

Elle fut suivie d'un cours d'introduction à la langue kazakhe au cours duquel plusieurs jeux furent proposés aux étudiants et professeurs pour assimiler de manière ludique non seulement les mots et le langage, mais aussi quelques éléments de la culture et des traditions kazakhes.

L'après-midi du lundi 27 avril a vu la succession de trois interventions, respectivement sur les facteurs de l'identité au Kazakhstan, la nouvelle Constitution du pays ainsi que sa politique extérieure. Les intervenants ont été invités par la directrice de l'Institut Sorbonne Kazakhstan, Mme Aïnur Sabitova, qui a présidé la séance.



Les facteurs de l'identité au Kazakhstan

Gulmira ILEUOVA, sociologue et présidente du centre Strategy, Centre et fondation publique d'études sociales et politiques, basé à Almaty.

Comprendre les origines et la diversité des identités au sein de la population kazakhstanaise constitue une étape primordiale en sociologie du Kazakhstan. Ce besoin d'identification répond à une demande récente de l'État kazakhstanaise et s'explique d'une part par la difficulté de définir la société kazakhstanaise par le seul facteur de la citoyenneté et d'autre part par la double pression géopolitique exercée sur le pays par la Russie et la Chine.

Plusieurs outils et procédés sont employés afin d'établir une typologie des critères de différenciation dans la société kazakhstanaise. Par exemple, la question « À quelle époque auriez-vous préféré naître ? » permet d'observer en deux ans une baisse nette du nombre de personnes qui auraient voulu naître à l'époque soviétique, tandis que 68 % des personnes interrogées se sentent plus à l'aise dans le Kazakhstan indépendant. On remarque aussi une différence générationnelle : les personnes les plus âgées ont tendance à se placer dans la première catégorie. De même, les personnes d'ethnie kazakhe ont tendance à préférer le Kazakhstan contemporain, contrairement aux personnes d'ethnie russe, chez qui l'on observe une certaine nostalgie de l'époque soviétique. Enfin, le facteur économique influe également sur la question, avec une préférence pour l'époque soviétique chez les classes les plus précaires. En revanche, les études montrent que le facteur confessionnel n'a que peu d'influence sur ce sujet.

Une autre approche de l'identité au Kazakhstan consiste à identifier dans quels ordres les habitants du Kazakhstan se définissent. Si 51 % des personnes interrogées s'identifient comme citoyens du Kazakhstan, 23 % se définissent comme habitants d'un territoire, tandis que 10,9 % revendiquent une appartenance à un « clan ». Dans la catégorie des 29-45 ans, on observe un malaise, une insatisfaction à l'égard du Kazakhstan contemporain, avec une tendance à s'identifier davantage comme travailleurs pauvres. En revanche, on trouve au Kazakhstan une tendance plutôt atypique, celle d'une jeunesse plus satisfaite de son époque, qui représente un groupe assez « stable », comparable à ce que l'on retrouve d'ordinaire chez les groupes d'âge plus élevé.

Par la compilation de ces réponses, il devient possible d'établir une typologie de ces facteurs d'identité. On retrouve tout d'abord les facteurs dits « naturels », qui regroupent les critères d'âge et de génération. Viennent ensuite les facteurs culturels, comme le clan, l'ethnie ou la religion ; les facteurs territoriaux, comme la ville, le village et la région ; les facteurs politiques, tels que la citoyenneté et les idées politiques, et les facteurs économiques comme la profession et l'appartenance à des associations professionnelles. On remarque par ailleurs que les groupes d'activistes manquent d'adhérents et restent globalement cantonnés aux villes. Le cas récent d'un réel débat public sur la question de l'euthanasie des animaux montre tout de même la présence d'une plateforme d'expression et d'organisation politique au sein de la société civile, mais qui reste souvent sans débouché politique.

La construction de cette identité, notamment selon les facteurs territoriaux, se fait d'abord par l'entourage proche, et, de manière secondaire, par les institutions comme l'État, l'école, les médias et les réseaux sociaux, dont l'influence reste minime. Selon le facteur du genre, on remarque que la famille est le premier cercle de construction de l'identité pour les femmes, tandis que pour les hommes, ce rôle revient plus souvent à l'État et aux institutions religieuses.

Mais de manière générale, on observe au Kazakhstan une homogénéisation de la société, et une convergence des identifications, malgré le manque d'activité politique. Par exemple, les Russes du Kazakhstan, qui représentent aujourd'hui 14 % de la population, expriment maintenant plus de loyauté envers le Kazakhstan contemporain. On remarque également une réelle divergence entre les Russes de Russie et les Russes du Kazakhstan.

Cette question des identités est plus que jamais inscrite dans la politique et les institutions, en particulier dans le cadre constitutionnel. Si la constitution de 1993 était plus orientée vers les ethnies, la nouvelle constitution rompt avec celle-ci, en affirmant que tous les habitants du Kazakhstan sont citoyens du Kazakhstan. Cette influence du droit constitutionnel français se retrouve par ailleurs dans le principe de laïcité, et non de sécularité.

La réforme constitutionnelle de cette année apporte une modification organique aux institutions politiques kazakhstanaïses, avec le passage d'un système bicaméral à un système monocaméral et la suppression du Sénat. On y retrouve également une nouvelle manière d'accorder les institutions à une certaine vision de l'identité kazakhe. La suppression du Sénat est justifiée par la forme administrative du Kazakhstan en tant qu'État unitaire, qui ne nécessiterait pas de chambre haute censée représenter les collectivités locales (sans prendre en compte les exemples de la France ou de la Pologne, qui sont des États unitaires dotés d'un système bicaméral). De plus, on défend ce changement au nom d'une simplification du processus législatif. On peut cependant nuancer cette affirmation en rappelant que la simplicité en soi n'équivaut pas nécessairement à un meilleur système, et que le bicamérisme permet, certes, un processus plus complexe mais de meilleure qualité, favorisant une meilleure formation des élites, ainsi qu'un équilibre sain entre une chambre basse plus « fougueuse » et une chambre haute peut-être plus « sage ».

La nouvelle Constitution du Kazakhstan

Marat Shibutov, Membre du parti politique Ädilet, diplômé de l'Université nationale kazakhe Al-Farabi

L'École de printemps au Kazakhstan précédait de quelques semaines l'entrée en vigueur, le 1er juillet 2026, de la nouvelle Constitution du pays, qui avait été adoptée par référendum le 15 mars 2026. C'est donc dans ce contexte de transition que les étudiants de l'École de printemps ont assisté à une intervention de M. Marat Shibutov sur la nouvelle Constitution et l'histoire constitutionnelle du Kazakhstan. M. Shibutov a par ailleurs été membre de la Commission de la réforme constitutionnelle et a été élu le 23 août 2026 au Kurultai (parlement monocaméral) de la République du Kazakhstan, comme représentant du parti politique Ädilet, principal parti politique du Kazakhstan.

La première Constitution du Kazakhstan indépendant a été adoptée en janvier 1993. Elle affirme pleinement l'indépendance du pays, la langue kazakhe comme langue nationale et la fonction de président comme chef de l'État. Cependant, cette constitution de 1993 s'est rapidement heurtée à des difficultés. Tout d'abord, bien qu'elle affirmât un principe de séparation des pouvoirs, les limites des pouvoirs exécutifs et législatifs n'y étaient que peu définies. À cela sont venus s'ajouter des débats sur les questions linguistiques qui ont rapidement ébranlé cette première constitution. C'est en tenant compte de ces failles que fut adoptée par référendum, la seconde Constitution de 1995. Elle met en place un système de parlement bicaméral. Le texte sera amendé à plusieurs reprises en 1998, 2007 puis 2011. C'est à ce jour la constitution qui aura été en vigueur le plus longtemps dans le pays.

Ces deux premières constitutions nous amènent au projet de constitution de 2026 qui comporte des changements radicaux sur la forme comme sur le fond. Pour traiter d'abord de sa conception, il est intéressant de relever que ce projet est avant tout une volonté du président Tokaïev, qui en a dicté les grandes lignes avant de former un groupe de travail pour l'élaboration de cette constitution. 33 personnes ont composé ce groupe de travail - dont M. Shibutov - afin de rédiger un texte bilingue en kazakh et en russe.

Sur le plan du contenu, le changement majeur de cette nouvelle Constitution réside dans la nature désormais monocamérale du parlement kazakhstanaï. Cette suppression d'une chambre s'accompagne cependant de l'arrivée d'un nouveau levier de représentativité : "le Conseil du peuple". Ce Conseil est composé de 126 personnes dont 20 représentants de régions et 42 représentants ethnoculturels. Il remplace partiellement le sénat dont une autre partie des pouvoirs a été transférée au poste de Vice-président, nouvellement créé par cette constitution.

Il est important de souligner le changement drastique opéré par ce nouveau texte par rapport à celui de la précédente Constitution dont 90% du contenu a été modifié. Ces changements s'inscrivent aussi dans un contexte de réaffirmation d'une identité kazakhstanaï forte (la notion de souveraineté y est deux fois plus mentionnée par exemple). Une première volonté de cette constitution de 2026 est "d'actualiser" le texte précédent, notamment sur des questions relatives aux mœurs (redéfinition du mariage hétérosexuel) ou à la technologie (internet).

Mais l'une des préoccupations majeures lors de l'élaboration de ce projet semble avoir été la formation et la représentativité des élites. Bien que l'abandon du système bicaméral puisse donner l'impression d'une diminution du nombre d'élus représentés, le parlement monocaméral s'accompagne désormais du concept d'un seul mandat afin d'éviter la monopolisation du pouvoir. En plus de cela, un système de rotation des députés tous les deux ans a été pensé pour élargir les listes parlementaires. Enfin, le conseil du peuple susmentionné a pour volonté d'améliorer la représentativité des peuples du Kazakhstan afin de "décentraliser" le pouvoir législatif.

En somme, cette nouvelle Constitution qui entrera en vigueur le 1er juillet 2026 et dont nous avons pu entrevoir les grandes lignes lors de notre séjour a plusieurs objectifs clairs : réaffirmer la souveraineté et l'unité du peuple du Kazakhstan ; s'assurer d'une rotation plus fluide des élites politiques ainsi que d'une meilleure représentativité régionale et ethnique pour éviter un monopole du pouvoir. Enfin, l'actualisation de certaines notions de la Constitution semble aussi être l'un des objectifs de ce nouveau texte. Certaines zones d'ombre demeurent toutefois : quelle sera l'importance effective du Conseil du peuple dans le processus législatif ? Quel sera réellement le rôle du vice-président ? Sera-t-il un levier d'équilibre du pouvoir présidentiel ou au contraire un "futur successeur" ? Ces questions restent ouvertes et trouveront leurs réponses dans les mois et années à venir, car plus que le texte lui-même, c'est son application au cours des prochaines années qui permettra d'en mesurer la portée réelle.



Politiques extérieures centre-asiatiques

Andreï Tchebatariov, Politologue, directeur du Centre de recherches contemporaines «Alternative»

Le 8 décembre 1991, Mikhaïl Gorbatchev alors à la tête de l'URSS, annonce la fin de l'Union soviétique. Le 26 décembre 1991, la dislocation est actée et l'État unique se fragmente en 15 États indépendants. En Asie centrale, 5 nouveaux États voient le jour : l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Ces 5 nouveaux États vont se doter de nouvelles institutions, avec leurs propres politiques publiques, signifiant la naissance de 5 politiques étrangères différentes avec leurs propres spécificités, avec leurs objectifs et intérêts, creusant la fragmentation régionale et les difficultés à mener une politique commune.

Cette conférence revient sur l'évolution récente de la politique extérieure kazakhstanaise et de sa stratégie d'intégration régionale, elle-même s'inscrivant dès 2018 dans une politique étrangère régionale commune. Chaque État d'Asie Centrale alterne ses vues entre coopération et intégration, impliquant une inégale mise en commun des politiques publiques régionales. Historiquement, depuis les indépendances, peu d'entre elles ont réussi à souder les États centre-asiatiques entre eux sur des intérêts communs, car craignant le compromis et le renforcement de leurs rivaux régionaux. Une des seules tentatives de coopération fut l'initiative de sauvetage de la mer d'Aral¹.

Le tournant de 2018

Pour la première fois, en 2018, les cinq États d'Asie centrale se réunissent dans un format exclusivement régional lors du sommet d'Astana, en dehors des cadres de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et de la Communauté des États indépendants (CEI). Cette rencontre marque une étape importante dans l'émergence d'une coopération proprement centre-asiatique, qui avait connu quelques tentatives infructueuses dans les années post 1991. Un deuxième sommet se tient à Douchanbé en 2023. En 2025, l'Azerbaïdjan participe à la conférence, illustrant le potentiel d'ouverture de ce format régional.

Cette dynamique s'accompagne de l'adoption de plusieurs textes structurants, notamment le « Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération pour le développement de l'Asie centrale » de 2022 et la stratégie Asie centrale 2040, signée par les cinq États en 2024.

Parallèlement, la coopération s'est renforcée à travers de nombreuses initiatives, parmi lesquelles le premier Forum interparlementaire des pays d'Asie centrale en 2022, des réunions régulières entre ministres et conseils de sécurité, ainsi que de multiples forums sectoriels consacrés à des enjeux communs.

¹ L'Initiative internationale pour le sauvetage de la mer d'Aral (IFAS), créée en 1993 par les cinq États d'Asie centrale, coordonne les efforts régionaux de gestion des ressources en eau et d'atténuation des

³⁰ conséquences de l'assèchement de la mer d'Aral, des suites de l'agriculture intensive du coton.

Un espace convoité

Les principaux acteurs extérieurs en Asie centrale sont la Russie, la Chine, les États-Unis, l'Union européenne et la Turquie. Au sein de l'Union européenne, aucun État membre ne joue un rôle systématiquement prépondérant, bien que l'Allemagne et la France se distinguent ponctuellement par un engagement plus marqué. La Turquie, quant à elle, cherche à renforcer son influence régionale en promouvant son propre agenda politique, économique et culturel. L'Inde et l'Iran manifestent également un intérêt pour la région, mais leur influence demeure plus limitée. Les relations avec l'Iran restent contraintes par les sanctions internationales et par les spécificités de son modèle politique ; elles concernent principalement le Tadjikistan et le Turkménistan. Enfin, l'Afghanistan constitue un voisin stratégique en raison de ses frontières avec plusieurs États d'Asie centrale. Si son importance géopolitique demeure, il est aujourd'hui principalement perçu comme une source d'instabilité. Le Japon et la Corée du Sud sont également présents dans la région, mais de manière plus marginale, notamment en comparaison de la Chine, dont les investissements sont nettement plus importants.

Les formats 5+1

La coopération régionale s'est également développée à travers la multiplication des formats de dialogue « Asie centrale + X », réunissant les cinq États d'Asie centrale avec des partenaires extérieurs. Parmi les plus actifs figurent les formats « Asie centrale + Union européenne », cette dernière s'étant dotée d'une stratégie spécifique pour la région, mais aussi « Asie centrale + Japon », « Asie centrale + États-Unis », « Asie centrale + Chine », « Asie centrale + Allemagne », « Asie centrale + Conseil de coopération du Golfe (CCG) » et, dans une moindre mesure, « Asie centrale + Corée du Sud ».

Par ailleurs, les autorités talibanes cherchent progressivement à normaliser leurs relations avec leurs voisins centre-asiatiques à mesure que la situation intérieure afghane se stabilise. Cette dynamique se traduit notamment par l'émergence d'un format « Asie centrale + Afghanistan », dans lequel l'Émirat islamique tente de promouvoir des perspectives de coopération, en particulier dans les domaines de la connectivité régionale, des transports et du commerce.

Conclusion

En définitive, si les années 1990 et 2000 ont été marquées par une forte désunion régionale, alimentée par des frontières encore contestées et de nombreux différends bilatéraux, cette situation a progressivement évolué. La multiplication des mécanismes de consultation, le règlement d'une partie des contentieux et l'intérêt croissant des puissances extérieures pour l'Asie centrale ont favorisé l'émergence d'une coopération régionale plus structurée, sans pour autant faire disparaître l'ensemble des lignes de fracture.

...

La seconde moitié de l'après-midi a consisté en un échange entre les étudiants et Thomas Nadjar, Conseiller politique à l'Ambassade de France au Kazakhstan qui est revenu sur son parcours et son expérience ainsi que sur les différentes perspectives professionnelles au sein du réseau diplomatique français.

Une soirée institutionnelle au Novotel Almaty City Center, en présence de Monsieur **Maxime Gehringer**, Consul général de France à Almaty, et **Mme Agnès Bousset**, Directrice française de l'Institut Sorbonne Kazakhstan, a permis de présenter le projet devant diverses personnalités du monde de la diplomatie et du secteur privé résidant à Almaty. Étaient présents, entre autres, un représentant du ministère des Affaires étrangères kazakh, le Consul général d'Allemagne, le Consul général du Tadjikistan ainsi que des représentants de **Freedom Holding**, **Verny Capital** ou encore **TotalEnergies**, trois des principaux sponsors de l'École de printemps. La soirée a été ouverte par des discours de **M. Maxime Gehringer**, **Mme Catherine Poujol** et **M. Sébastien Colin**.



MARDI 28 AVRIL

Mirny, 1 GW éolien : un projet phare de la transition énergétique

Thierry Plaisant, Managing Director, TotalEnergies Renewables Kazakhstan

Selon M. Plaisant, TotalEnergies est aujourd'hui le premier investisseur français au Kazakhstan. Il explique que le pays possède d'importantes ressources énergétiques, en particulier le charbon, avec près de 34 milliards de tonnes de réserves, utilisées à la fois pour l'exportation et pour alimenter l'industrie métallurgique nationale (cuivre, zinc, aluminium). Le Kazakhstan figure également parmi les dix premiers producteurs mondiaux de pétrole et exporte largement vers l'Europe, notamment vers l'Italie. Le gaz représente aussi une ressource importante, bien qu'exploitée à une échelle plus réduite.

Cependant, M. Plaisant souligne que le Kazakhstan fait face à plusieurs défis énergétiques. En raison de l'immensité de son territoire, le pays rencontre des difficultés dans la répartition et le transport de l'énergie. Il évoque également des problèmes liés au stockage de l'électricité et à son intermittence. Le Kazakhstan exporte une partie de son électricité vers la Russie mais doit ensuite en réimporter lors des périodes de forte demande, ce qui révèle une certaine dépendance énergétique vis-à-vis de son voisin russe. L'objectif des autorités kazakhes serait donc de mieux gérer les capacités de stockage et de renforcer l'autonomie énergétique du pays.

Monsieur Plaisant rappelle aussi que, depuis son indépendance dans les années 1990, le Kazakhstan cherche à réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Le gouvernement ambitionne ainsi de porter la part des énergies renouvelables à 15 % d'ici 2030, contre environ 7 % aujourd'hui. Le pays dispose d'un fort potentiel dans les énergies solaire et éolienne grâce à son ensoleillement, ses ressources en vent et l'étendue de son territoire, propice à l'installation d'infrastructures énergétiques.

Enfin, Thierry Plaisant insiste sur le projet « Mirny », développé par TotalEnergies dans le cadre d'un accord entre la France et le Kazakhstan. Ce mégaprojet d'énergie renouvelable prévoit l'installation de 150 éoliennes et devrait produire environ 4 térawattheures par an à partir de 2029. TotalEnergies détiendrait 60 % du projet, financé avec plusieurs partenaires bancaires internationaux. Selon M. Plaisant, ce projet illustre la volonté du Kazakhstan d'accélérer sa transition énergétique tout en renforçant ses coopérations internationales.

Histoire du nucléaire au Kazakhstan

Hugo Caste, Chargé d'affaires nucléaires à l'Ambassade de France à Pékin, diplômé du Master Relations internationales de l'Inalco (en visioconférence)

Hugo Caste, chargé d'affaires nucléaires à l'Ambassade de France à Pékin et diplômé du Master Relations internationales de l'Inalco, a présenté l'histoire du nucléaire au Kazakhstan, sujet sur lequel il a consacré un mémoire primé.

Pour Hugo Caste, l'histoire du nucléaire au Kazakhstan s'inscrit d'abord dans celle de l'Union soviétique, caractérisée par un véritable « archipel nucléaire » composé de sites dispersés à travers le territoire. À partir des années 1940-1950, l'Asie centrale devient une région clé pour l'extraction d'uranium, initialement sous-produit d'autres exploitations minières, puis rapidement recherché pour lui-même grâce aux progrès géologiques. L'uranium est transformé en « yellowcake », étape essentielle avant sa conversion en combustible nucléaire. Des installations industrielles majeures, comme l'usine d'Oulba (ouverte en 1949), participent à cette chaîne, tandis que la production de béryllium dès 1951 soutient les usages militaires.

Le Kazakhstan accueille également des infrastructures stratégiques, notamment le site d'essais nucléaires de Semipalatinsk, choisi officiellement en partie pour son isolement mais en réalité proche de populations exposées. Entre 1949 et 1989, des centaines d'essais y sont réalisés, à l'air libre puis dans des caves souterraines provoquant des conséquences sanitaires et environnementales majeures. Dès les années 1950, des anomalies radioactives sont observées, mais longtemps passées sous silence. La prise de conscience s'accélère à la fin des années 1980, avec les travaux du médecin Bahiva Atchabarov et surtout le mouvement antinucléaire Nevada-Semipalatinsk lancé en 1989 par Olzhas Suleymenov, qui contribue à politiser la question et à nourrir les revendications indépendantistes.

Au moment de l'indépendance en 1991, le Kazakhstan hérite d'un important arsenal nucléaire soviétique. Toutefois, sous l'impulsion de Noursoultan Nazarbaïev, le pays choisit de renoncer à l'arme nucléaire, faute de capacités techniques et économiques pour l'entretenir. En échange, il obtient des garanties de sécurité, notamment des États-Unis, et s'engage dans le Traité de non-prolifération (TNP). Ce choix marque une orientation durable.

Depuis, le Kazakhstan construit une « identité nucléaire » fondée sur le rejet du nucléaire militaire et la promotion du nucléaire civil depuis peu. Il s'impose comme un acteur majeur de la non-prolifération internationale (TNP, TICE, TIAN) tout en valorisant ses importantes ressources en uranium — environ 40 % des réserves accessibles et plus de 40 % de la production mondiale en 2022. Le pays cherche aujourd'hui à développer son industrie nucléaire civile, avec la modernisation de ses installations et des projets de centrales, affirmant ainsi son rôle central dans l'économie mondiale du nucléaire.

La question de l'eau en Asie centrale

Arman Ahunbaev, Chercheur à la Banque Eurasiatique de Développement, Almaty

S'inscrivant dans le prolongement du Grand Forum Régional Écologique tenu à Astana du 22 au 24 avril 2026, M. Arman Ahunbaev a rappelé que le changement climatique affecte particulièrement la région et fait de la gestion conjointe des ressources en eau et énergétiques un enjeu stratégique pour le développement durable et l'intégration régionale.

L'intervenant a décrit un système marqué par de fortes asymétrie : le Tadjikistan et le Kirghizistan sont les principaux pays « fournisseurs » d'eau, tandis que l'Ouzbékistan et le Turkménistan en sont les principaux consommateurs, l'agriculture représentant 92% de l'utilisation de ces ressources. Il a souligné la dégradation rapide des écosystèmes et des infrastructures, avec 50% des terres irriguées sujettes à la salinisation, environ 40% de l'eau perdue par filtration, et un tiers de ces pertes concentrées dans les canalisations principales et semi fermées. À ces vulnérabilités s'ajoute la construction du canal de Qosh Tepa en Afghanistan, susceptible de détourner jusqu'à 10 km³ d'eau par an. De plus, la croissance démographique régionale et l'augmentation de la demande domestique et municipale s'inscrivent dans un contexte d'investissement insuffisant dans la modernisation des réseaux.

L'intervenant a rappelé l'existence de plusieurs cadres nationaux (Concept pour le développement de la gestion des ressources en eau 2024 2030 au Kazakhstan, Concept pour le développement du secteur de l'eau 2020 2030 en Ouzbékistan, Programme d'irrigation 2017 2026 au Kirghizistan), tout en insistant sur la nécessité de réponses collectives. Parmi les pistes avancées figurent la création d'un consortium international eau énergie pour l'Asie centrale, la mobilisation coordonnée des financements des institutions financières internationales pour les projets d'infrastructure, la constitution d'un cluster régional de production d'équipements d'irrigation, l'inclusion de l'Afghanistan dans des mécanismes de gestion partagée des ressources, le recours accru aux partenariats public privé, la mise en place de systèmes de métrique de l'eau via des associations d'usagers et l'introduction progressive d'un volet d'investissement dans la fiscalité de l'eau.

Abordant enfin la dimension énergétique, il a montré que la demande régionale a augmenté d'environ 3,2% par an entre 2014 et 2024, avec une accélération attendue à 5,4% par an pour la période 2024 2030, notamment du fait de la numérisation des économies. Face aux enjeux de sécurité, de justice et de durabilité énergétiques, il a défendu une stratégie de « juste milieu » entre scepticisme conservateur et maximalisme écologique. Celle-ci repose sur la modernisation des centrales thermiques existantes, le développement des énergies renouvelables et des capacités de stockage, l'augmentation de capacités flexibles (notamment gazières), la reconnaissance du rôle de l'énergie nucléaire, l'accélération de la construction d'infrastructures de réseau (« grid ») et l'accompagnement d'une transition juste pour les secteurs et les populations les plus affectées.

MERCREDI 29 AVRIL

La formation des spécialistes en intelligence artificielle (IA) face aux défis contemporains – L'expérience de l'Université pédagogique nationale d'Abai

Nurzhamal Oshanova, Directrice du département d'analyse des programmes éducatifs, docteure en sciences pédagogiques, Université pédagogique nationale kazakhe d'Abai

Le Kazakhstan fait aujourd'hui de la numérisation et de l'intelligence artificielle (IA) une priorité nationale. Le président Tokaïev a d'ailleurs déclaré l'année 2026 comme l'« année de la numérisation et de l'IA ». Selon lui, l'IA doit être utilisée comme un outil complémentaire dans l'éducation, tandis que « les enseignants demeurent les garants de la fiabilité des connaissances ».

Le pays investit fortement dans ce domaine : environ 650 000 étudiants suivent actuellement des programmes liés à l'IA, il existe 38 programmes universitaires sur l'IA et 1 707 étudiants sont impliqués dans l'élaboration d'agents d'IA, c'est-à-dire des programmes qui analysent les données de manière autonome, fixent des objectifs, planifient des actions, sans supervision humaine constante. Des agents IA ont d'ores et déjà été intégrés au sein des universités kazakhes.

L'idée principale qui ressort de cette politique est que le Kazakhstan considère l'IA comme une opportunité majeure pour l'ensemble des secteurs, notamment l'éducation. Cette approche apparaît plus ouverte et volontariste que celle adoptée en France ou plus largement en Europe, où l'IA est généralement abordée avec davantage de prudence et de régulation.

L'IA est présentée comme un assistant pédagogique permettant notamment de structurer les cours, créer des supports visuels, corriger automatiquement certains examens et personnaliser l'enseignement selon les besoins des étudiants. Toutefois, elle n'a pas vocation à remplacer les professeurs. Dans ce contexte, les enseignants sont appelés à développer de nouvelles compétences. Ils doivent comprendre le fonctionnement des outils d'IA, conserver un regard critique sur leurs usages, intégrer ces technologies dans leurs pratiques pédagogiques et se former continuellement afin de suivre l'évolution rapide du domaine.

Depuis l'année universitaire 2024-2025, l'Université pédagogique nationale d'Abai a intégré dans tous ses cursus un cours obligatoire de 5 ECTS consacré aux bases de l'IA. Des programmes de formation sont également proposés aux enseignants afin de les accompagner dans cette transition.

Enfin, plusieurs doctorants ont présenté leurs recherches liées à l'IA. L'un d'eux a notamment travaillé sur la technologie dite de « génération à enrichissement contextuel » (RAG), qui permet de limiter les « hallucinations » des intelligences artificielles génératives. En outre, d'autres doctorants ont présenté des supports pédagogiques créés à l'aide de l'IA.

Volontariat et service civique

Aïnur Sabitova, Directrice de l'Institut Sorbonne Kazakhstan, Université pédagogique nationale d'Abai

Le développement du volontariat au Kazakhstan est aujourd'hui une priorité soutenue par l'État. Le mouvement national de bénévolat (Национальное Волонтерское движение) s'appuie à la fois sur des décisions gouvernementales et sur des racines historiques et culturelles profondément ancrées dans la société kazakhe. Madame Aïnur Sabitova, directrice de l'Institut Sorbonne Kazakhstan, nous a présenté son projet « Accélérateur du bien » (« Акселератор Добра ») qui promeut au sein de la société les connaissances juridiques, les principes d'intégrité et d'honnêteté, ainsi que la réalisation d'actes de solidarité. Aujourd'hui, le pays compte environ 700 organisations de volontariat.

En 2020, le président Tokaïev a proclamé « l'année du volontariat ». Cette initiative a cependant coïncidé avec la pandémie de COVID-19, ce qui a limité de nombreux projets. Malgré cela, des actions de solidarité ont été menées : des jeunes ont par exemple livré des médicaments aux personnes âgées afin qu'elles n'aient pas à se déplacer.

Le volontariat au Kazakhstan couvre de nombreux domaines : protection de l'environnement, initiatives sociales, conservation du patrimoine historique, organisation d'événements ou encore aide juridique gratuite. Les étudiants sont encouragés à participer afin d'élargir leurs horizons et de développer leur sens des responsabilités civiques. Certaines initiatives de volontariat participent à la lutte contre la corruption, qui constitue une politique d'État au Kazakhstan. L'idée est que les jeunes engagés dans ces actions deviendront plus tard de meilleurs fonctionnaires, car ils auront déjà participé à des processus de prise de décision et appris à résoudre des problèmes concrets.

Cette vision s'inscrit dans la continuité de la tradition kazakhe de l'« Assar », une forme d'entraide collective entre voisins, amis et membres de la famille. Historiquement, cette tradition permettait aux communautés de s'aider lors des déménagements, des constructions ou des catastrophes. À l'époque nomade, lorsqu'une famille perdait sa maison dans un incendie, les voisins venaient collectivement reconstruire une nouvelle maison, sans rémunération.

Enfin, le volontariat bénéficie désormais d'une reconnaissance constitutionnelle. L'article 31 de la nouvelle Constitution précise que « le bénévolat et les activités caritatives sont encouragés ». L'État prévoit certaines aides pour les organisations de volontariat : elles peuvent déposer des demandes de financement et participer à des concours pour obtenir des subventions.



L' évolution de la protection des droits de l'Homme au Kazakhstan

Igor Rogov, Président de la Commission des droits de l'Homme du Kazakhstan

Cette conférence, présentée par M. Igor Rogov, Président de la Commission des droits de l'Homme du Kazakhstan, restitue chronologiquement l'évolution des mécanismes juridiques de ladite protection.

En décembre 1991, à l'indépendance du Kazakhstan, les droits de l'Homme représentent une part centrale de la vie politique, notamment dans le cadre des réformes constitutionnelles successives de 1993 et 1995. C'est pour cela que fut créée une Commission des droits de l'Homme en 1994, plaçant le Président de la République du Kazakhstan dans un rôle de garant des droits et libertés de l'Homme. La Commission émet des avis consultatifs.

Au début des années 2000, les droits de l'Homme étaient régis par le Code pénal du Kazakhstan, considéré comme répressif et nécessitant un aspect plus humanitaire. En guise d'exemple, la Commission s'est récemment chargée de surveiller et défendre les droits de l'Homme dans les domaines de la propriété intellectuelle, de l'espace numérique et de l'intelligence artificielle. Enfin, bien que la Commission fournisse un travail important dans la défense des droits de l'Homme et que le Kazakhstan s'efforce d'aligner sa législation sur les normes internationales (Commission de Venise du Conseil de l'Europe, Pacte international relatif aux droits civils et politiques), cet effort reste à entretenir et à améliorer.



Asie centrale : le contexte, les dynamiques socio-politiques, la géopolitique et les chemins vers le développement

Gabit Zhumatay, Professeur à l'Université de Narxoz, Almaty

Dans cette conférence, le Dr. Gabit Zhumatay, Professeur à l'Université de Narxoz, rappelle tout d'abord que l'Asie centrale est définie différemment selon les époques, notamment entre l'époque soviétique et contemporaine. Elle a été au cœur du Grand Jeu entre les empires russe et britannique au XIXe siècle puis a été présentée au début du XXe siècle comme le « Heartland » par le géographe Halford John Mackinder, c'est-à-dire comme une région de pivot stratégique pour la domination de l'Eurasie. Depuis 1991 et la chute de l'URSS, l'Asie centrale est très convoitée par les puissances extérieures. Par exemple, la Russie tente de maintenir son influence via l'Union économique eurasiatique. Les États-Unis cherchent à s'imposer dans les secteurs de la sécurité nucléaire, de l'énergie et de la promotion de la démocratie tandis que la Chine, après avoir sécurisé ses frontières, cherche à sécuriser ses approvisionnements énergétiques et à étendre son influence sur la région grâce à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et la Belt and Road Initiative. Un accent a également été mis sur la succession des différents présidents d'Asie centrale et des diverses rivalités de pouvoir à la chute du bloc communiste.

Le retour, la place et le soft power de la Turquie en Asie centrale

Bayram Balcı, chercheur au CERI, Sciences Po, Paris, et ancien directeur de l'IFEAC

La volonté d'influence de la Turquie en Asie centrale est portée, de façon non déclarative, par le panturquisme, présent depuis l'Empire ottoman et visant à réunifier tous les peuples turcophones sous une seule nation. Le jeu de pouvoir entre la Turquie et la Russie s'est inversé après la chute de l'Empire ottoman, puis est revenu au point de départ depuis les trente dernières années. En particulier depuis 2021, l'influence turque en Asie centrale grandit considérablement, tandis que celle de la Russie décroît. La Turquie assoit son influence en développant le projet de corridor médian qui vise à contourner la Russie pour relier la Chine à l'Europe. Ladite stratégie repose sur le renforcement de plusieurs points communs entre la Turquie et l'Asie centrale : la religion, l'ethnie, la proximité linguistique, etc. Néanmoins, des limites subsistent : les États d'Asie centrale ne souhaitent pas dissoudre leur identité nationale afin de respecter un idéal panturquiste, et privilégient plutôt une coopération pragmatique. Il est aussi important de noter que la Turquie est limitée par des difficultés économiques, politiques (avec une forte personnalisation de cette politique autour du Président Erdogan), ainsi que quelques difficultés liées aux inquiétudes des pays d'Asie centrale, qui souhaitent maintenir de bonnes relations avec la Turquie, la Russie, et la Chine.

Les relations UE-Kazakhstan

S.E.Mme Aleksa Simkic, Ambassadrice de l'Union Européenne auprès de la République du Kazakhstan

Depuis le déclenchement de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine en février 2022, les relations entre l'Union européenne (UE) et le Kazakhstan ont acquis une ampleur nouvelle et stratégique. C'est ce qu'a rappelé, en guise d'introduction à son intervention, l'Ambassadrice de l'UE au Kazakhstan, Mme Aleksa Simkic, qui a poursuivi en indiquant que les relations bilatérales s'inscrivent dans un partenariat solide, dans la continuité de l'Accord de coopération renforcé (EPCA), signé en 2015 et couvrant 29 domaines de coopération. Face à la présence économique croissante de la Chine, l'UE affirme sa différence : son offre est moins centralisée mais davantage axée sur la gouvernance, la durabilité et la coopération à long terme.

Le commerce constitue un pilier central de cette relation. L'UE figure parmi les premiers partenaires commerciaux du Kazakhstan, avec un volume d'échanges d'environ 25 milliards de dollars (Mds USD), dominé à 90 % par les hydrocarbures. Les deux parties cherchent toutefois à diversifier leurs échanges, notamment dans l'agriculture, les énergies vertes et l'amélioration du climat des affaires, domaine dans lequel l'UE entend jouer un rôle moteur pour renforcer la transparence et la compétitivité de l'environnement économique kazakh, encore marqué par le poids des grandes entreprises d'État.

La connectivité constitue un second axe prioritaire. Sur le plan des transports, l'UE investit dans le corridor transcaspien reliant l'Asie centrale à l'Europe, en particulier dans les infrastructures « softs », comme la digitalisation des points de passage. Elle soutient aussi la connectivité numérique et humaine, en développant la couverture Internet rurale et les coopérations universitaires, notamment via le programme Erasmus+. Mais alors que seuls 500 kazakhstaniens étudient en Europe aujourd'hui, Bruxelles entend faciliter les échanges grâce à une procédure de visa simplifiée.

Par ailleurs, l'UE porte une attention accrue aux matières premières critiques, en vue de sécuriser ses propres approvisionnements, tout en étant sensible au caractère durable de leur exploitation. De même, la lutte contre le changement climatique, avec un prisme marqué sur la gestion de l'eau et de l'énergie, mobilise plus de 3 Mds d'euros via la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). L'UE suit de près le projet afghan du canal de Qosh Tepa, craignant ses effets socio-économiques et écologiques dans la région.

Enfin, sur le plan politique, l'UE et le Kazakhstan partagent un agenda de paix basé sur la Charte de l'ONU, guidé par les droits de l'Homme, dont l'UE surveille attentivement le respect, notamment depuis les événements sanglants de janvier 2022. À cet égard, le multilatéralisme est une dimension centrale de la politique

étrangère d'Astana qui poursuit une diplomatie dite « multi-vectorielle », entretenant des relations équilibrées avec ses voisins et ses partenaires. Dans cet esprit, l'UE soutient le Kazakhstan et promeut le dialogue régional entre les cinq États d'Asie centrale, tout en restant vigilante face aux risques de contournement des sanctions internationales contre la Russie, qui reste un acteur politico-économique incontournable de la région.

La Belt and Road Initiative en Asie centrale

Sébastien Colin, Maître de conférences et directeur de la filière relations internationales à l'Inalco.

La Belt and Road Initiative (BRI) est l'un des principaux « grands projets » récemment engagés à l'échelle internationale. Elle est tout autant un projet visant à améliorer la connectivité, par le biais de la construction ou la modernisation d'infrastructures de transport, qu'une politique globale d'investissements massifs chinois à l'étranger. La BRI a été annoncée en 2013 par Xi Jinping lors d'un discours prononcé à l'Université Nazarbaïev à Astana, la capitale du Kazakhstan. Le choix du Kazakhstan comme lieu de lancement n'est pas anodin. L'Asie centrale joue un rôle important dans le développement des corridors terrestres eurasiatiques car sa position est stratégique pour les échanges de la Chine avec l'Europe. Les cartes dessinent 6 corridors terrestres, dont 2 eurasiatiques : le nouveau pont terrestre eurasiatique (Chine - Kazakhstan - Russie) et le corridor Asie centrale - Asie occidentale.

Les objectifs qui ont poussé les autorités chinoises à élaborer un tel projet sont principalement économiques. Il s'agit d'écouler les surcapacités industrielles (acier, ciment), de sécuriser les approvisionnements en énergie et en ressources naturelles, soutenir les entreprises chinoises (publiques et privées) à l'international et favoriser le développement des régions périphériques du pays. La BRI s'appuie sur des instruments financiers comme la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures ou d'autres banques d'investissement chinoises.

Au cours de ces dix premières années d'existence, la BRI a constitué un cadre au sein duquel les projets d'investissement et de coopération se sont multipliés à l'échelle de l'Asie centrale, pas seulement dans le développement des infrastructures de transport, mais aussi dans les secteurs de l'énergie, des métaux et minerais, ou encore manufacturier. Les investissements chinois en Asie centrale ont continuellement augmenté cette dernière décennie, passant de 37 milliards de dollars en 2016 à 66 milliards de dollars mi-2025. Ces investissements sont principalement localisés au Kazakhstan, au Turkménistan et en Ouzbékistan, ce dernier pays attirant la très grande majorité des investissements chinois depuis 2022, quasi-exclusivement dans le domaine des énergies renouvelables. La part du secteur énergétique a d'ailleurs très fortement augmenté dans la structure sectorielle des investissements chinois en Asie centrale depuis 2022.

Celui-ci y représente aujourd'hui le deuxième secteur le plus important, derrière le secteur de l'industrie extractive, qui a toujours constitué le principal secteur, mais désormais à égalité avec le secteur manufacturier et devant le secteur des transports et de la logistique. Cette augmentation des investissements chinois en Asie centrale est aussi le résultat du développement d'une coopération entre la Chine et les États centrasiatiques. Lors du 2^e sommet Chine-Asie centrale tenu le 17 septembre 2025 à Astana, Xi Jinping, le président chinois, a rappelé la nécessité pour toutes les parties de concentrer leurs efforts dans les domaines du commerce, des investissements, de l'industrie, de la modernisation agricole ou encore de la connectivité.

Bien qu'il ne concentre pas la majorité des investissements chinois, le secteur du transport et de la logistique est un secteur majeur pour la coopération sino-centrasiatique dans la mesure où les besoins d'investissements, pour construire à terme un réseau de transport à l'échelle de l'Asie centrale, sont encore très importants. Le projet phare dans lequel est impliqué la Chine est la construction de la voie ferrée Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan, mais la construction des infrastructures de transport en Asie centrale dépend de multiples acteurs, incluant les États d'Asie centrale eux-mêmes et les banques de développement multilatérales. Les acteurs chinois du secteur ne sont donc pas seuls dans le paysage. Ils se concentrent avant tout à matérialiser et à fluidifier les axes reliant la Chine aux États d'Asie centrale et au-delà, à la Russie et à l'Europe.

...

Les journées du vendredi 1^{er} mai et du samedi 2 mai ont été consacrées à des visites d'Almaty et de sa région.

Le 1^{er} mai étant consacré à la fête de l'unité du peuple kazakhstanais, l'Ecole de printemps a pu se rendre sur différents lieux festifs et observer les activités proposées, concerts, démonstrations en costume et partage de plats préparés par les Kazakhs, les Ouïgours, les Coréens, les Ouzbeks, les Ukrainiens, les Biélorusses, les Hui (chinois musulmans) et autres peuples formant la mosaïque ethnique du pays. Une excursion dans les cimes de la chaîne de l'Ala Taou, grâce aux téléphériques (financés par la France et par la Société Freedom Holding) a permis de monter jusqu'à 3200 mètres dans la neige.

Le samedi matin a été occupé par le debriefing sur la semaine écoulée ainsi qu'une discussion sur la société kazakhe contemporaine, dans les locaux de l'Alliance française. Il a été également décidé de la façon dont les étudiants allaient restituer par écrit les acquis de l'Ecole de printemps.

SÉJOUR AU KIRGHIZISTAN

JEUDI 23 AVRIL

Lors de notre premier jour au Kirghizistan, l'IFEAC (Institut français d'études sur l'Asie Centrale) nous a ouvert ses portes. Créé en 1993 à Tashkent, l'IFEAC est sous la tutelle administrative du Ministère des affaires étrangères et bénéficie du statut d'unité de service et recherche du CNRS. Il est localisé à Bichkek depuis 2010. Trois interventions ont été délivrées au cours de l'après-midi.

La configuration socio-économique de l'Asie centrale : état des lieux et perspectives depuis 2022

Dr. Ilias Mamadiarov, Docteur en économie de l'Inalco et chercheur associé à l'IFEAC

La première conférence de cette demi-journée à l'IFEAC a été initiée par le docteur Ilias Mamadiarov. Elle avait comme objectif de nous présenter la configuration socio-économique de l'Asie centrale et de nous offrir un panorama de la région. Nous avons pu appréhender la composition de la région d'Asie centrale, ses différences et similitudes, ainsi que les enjeux propres à cette aire géographique. L'Asie centrale comprend cinq pays : l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Turkménistan et le Kirghizistan, un ensemble dont la population totale est de 84 millions d'habitants, soit respectivement 38,2 millions, 20,3 millions, 10,8 millions, 7,6 millions et 7,3 millions d'habitants. De manière générale, ces pays sont caractérisés par une forte croissance économique et d'importantes richesses en matières premières, ce qui attire des investisseurs étrangers, dont la Russie et la Chine.

Sur le plan économique, les pays d'Asie centrale partagent des marqueurs similaires. On observe notamment une richesse des sous-sols, notamment pour le Kazakhstan, dont le pétrole et le gaz représentent 70 % des revenus d'exportation. Par ailleurs, 80 % des importations pétrolières kazakhes transitent par la Russie, ce qui témoigne à la fois d'une force économique mais également termes de sécurité régionale et constitue désormais le partenaire d'une vulnérabilité structurelle à l'égard de son voisin. Certains pays d'Asie centrale sont également soumis à des vulnérabilités financières en raison de leur dépendance aux transferts de fonds de la diaspora, qui représentaient 14 % du PIB en 2014 pour l'Ouzbékistan, et une part importante de l'économie tadjike. Ainsi, la dépendance de ces pays à l'égard de leurs voisins est non négligeable, que ce soit vis-à-vis de la Russie, avec une dépendance économique, ou vis-à-vis de la Chine. Depuis 2022, la Chine supplante son voisin russe en termes de sécurité régionale et constitue désormais le partenaire économique le plus important de la région. Le chemin de fer Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan qui doit être ensuite prolongé en direction des marchés européens,

Une des illustrations de ce rapprochement économique est la construction du chemin de fer Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan qui doit être ensuite prolongé en direction des marchés européens, ce qui permettra de réduire la distance de 900 km et le temps de trajet de 7 à 8 jours par rapport à la ligne Chine-Kazakhstan-Russie-Biélorussie-Europe.

Enfin, la région est confrontée à plusieurs enjeux majeurs. Un de ces enjeux concerne le changement climatique qui se manifeste par une fonte des glaces et une pénurie hydrique. Ce phénomène engendre des tensions géopolitiques entre les pays de la région autour de la répartition des ressources hydriques.

L'Asie centrale depuis 1991 : tournants, tendances, opportunités

Prof. Catherine Poujol, Professeure d'histoire et de civilisation de l'Asie centrale à l'Inalco

Décembre 1991 marque la fin de l'URSS et les chefs des partis communistes deviennent, en quasi-totalité, les présidents en Asie Centrale, le Kirghizistan faisant exception. Les années qui suivent sont marquées par un effondrement économique des anciens pays soviétiques. La politique étrangère de la Russie à l'égard de la région a été modifiée sous la Présidence de Vladimir Poutine, dans le cadre d'une doctrine où l'Asie Centrale joue un rôle important.

L'approfondissement des relations des pays d'Asie centrale avec leur voisin chinois s'opère dès les années 1990. En 1996, la Chine organise le groupe de Shanghai afin de régler ses problèmes frontaliers avec ses voisins de la région, lequel groupe devient l'Organisation de coopération de Shanghai en 2001. Cette même année, les attentats du 11 septembre 2001 constituent un tournant mondial qui n'épargne pas à la région et la Russie autorise les États-Unis à créer une base militaire en Ouzbékistan, à la frontière afghane, ce qui constitue un enjeu stratégique pour l'Iran et la Chine. Deux ans plus tôt, en 1999, les attentats de Tachkent avaient déjà marqué un premier choc sécuritaire pour l'Asie centrale. La vague des révolutions de couleurs de 2005 représente un nouveau tournant, avant que la crise des subprimes, en 2008, ne vienne fragiliser les économies de la région, à l'exception du Turkménistan.

Pour poursuivre la chronologie, l'année 2014 constitue une autre date charnière illustrée par l'annexion de la Crimée, laquelle a eu des impacts majeurs au Kazakhstan. Noursoultan Nazarbaïev, alors Président de la République du Kazakhstan, ne reconnaît pas l'annexion, ce qui complique les relations diplomatiques, et cette dynamique se prolonge en 2022 lorsque le Kazakhstan ne reconnaît pas non plus les nouvelles régions annexées par la Russie. Cette onde de choc a été accentuée par l'invasion de l'Ukraine la même année.

Plus récemment, le COVID a impacté toute la région tant sur le plan social qu'économique. On a également observé une augmentation de la sinophobie au sein des sociétés kazakhes et kirghizes.

L'Islamisation en Asie Centrale comme vecteur d'influence : entre dynamiques internes et acteurs externes

Ekaterina Kasymova, Doctorante en Relations Internationales à l'Inalco

L'islam au Kirghizistan est indissociable de l'histoire nomade du pays et de l'héritage de l'athéisme soviétique. Contrairement à d'autres régions, l'islam n'y a pas d'ancrage doctrinal profond. Il se caractérise par un fort syncrétisme : la religion ne remplace pas les traditions ancestrales, elle les absorbe. La population au Kirghizistan a une pratique modérée de l'islam : seulement 28 % de la population pratique régulièrement le namaz (les cinq prières quotidiennes), tandis que 41 % se revendiquent musulmans par identité, sans pratique religieuse active. Le constat clé est que l'identité ethnique prime sur l'identité religieuse. Les citoyens se considèrent d'abord comme Kirghiz avant d'être musulmans.

Les traditions issues d'un héritage pré-islamique comme le Tengrisme (culte du ciel et des ancêtres) et les rituels de purification tels que l'usage de la fumée d'archa, restent pratiquées. La fête de Nooruz, bien que pré-islamique, est célébrée, ce qui illustre cette fusion culturelle. On observe même aujourd'hui un mouvement de "néo-tengrisme".

Bien que le Kirghizistan soit officiellement un État laïc, la religion s'immisce de plus en plus dans la sphère publique, créant des débats houleux comme la présence d'une salle de prière au sein du Parlement. On observe une croissance de la religiosité, mais qui, paradoxalement, ne parvient pas à unifier la société. L'islam reste fragmenté par des structures claniques traditionnelles et un clivage géographique marqué entre le Nord plus laïc et le Sud plus conservateur. Depuis 2020, on assiste à une politisation accrue de la religion. Les hommes politiques utilisent l'islam pour mobiliser l'électorat et construire une image d'homme d'État vertueux et intègre.

L'Asie centrale est le théâtre d'une compétition d'influences étrangères qui utilisent l'islam et l'éducation comme vecteurs de soft power. On compte parmi ces acteurs étrangers :

- La Turquie : présente depuis 30 ans, elle est l'acteur qui a le mieux réussi son objectif. Grâce aux écoles (Sapat, Maarif) et la proximité linguistique, elle a formé une élite pro-turque au sein du gouvernement et du Parlement. C'est un "modèle turc" de l'islam, modéré et stratégique, qui agit sur le long terme.
- L'Arabie Saoudite : contrairement à la Turquie, elle cible les figures religieuses plutôt que les élites politiques à travers sa "diplomatie des mosquées". Elle finance la construction de mosquées et des organisations caritatives. Ce modèle comporte un risque de diffusion du salafisme, créant des tensions avec l'islam traditionnel kirghiz.
- L'axe Indo-Pakistanaï : le mouvement missionnaire Jamaat al-Tabligh, interdit ailleurs en Asie centrale mais autorisé au Kirghizistan, mène une activité missionnaire intense (da'wa). Ce courant fondamentaliste rencontre un grand succès, surtout au Sud, auprès de populations peu formées religieusement.
- L'Iran : sa présence est faible et ses objectifs sont avant tout économiques et visent à améliorer son image. Le soutien kirghiz est ici plus politique que religieux (dépôt de fleurs à l'ambassade d'Iran en signe de soutien après le décès de l'ayatollah Khamenei).

Finalement, l'islam au Kirghizistan n'est ni radical, ni homogène. Si l'identité ethnique reste le socle de la société, le pays est à la croisée des chemins, entre une tradition syncrétique protectrice et des influences extérieures qui tentent de redéfinir les normes religieuses et politiques de la région.

La journée du jeudi 23 avril à l'IFEAC a été conclue par une rencontre avec l'Ambassadeur de France au Kirghizistan, SEM. Nicolas Faye.

VENDREDI 24 ET SAMEDI 25 AVRIL

Les vendredi 24 avril, samedi 25 avril et dimanche 26 avril ont consisté en une excursion autour du lac Issyk-Kul avant de se rendre à Almaty, au Kazakhstan, par le poste-frontière de Kegen.



Approfondissements : analyse de thématiques

ANALYSE N°1

KIRGHIZISTAN - KAZAKHSTAN : ANALYSE COMPARATIVE

Élise Cartagena, Léna Chery et Marie-Sana Singh

Issus d'un même héritage soviétique et situés au coeur de l'Asie centrale, le Kazakhstan et le Kirghizistan partagent de nombreux traits communs : un passé nomade, un islam ancré dans les traditions, une population pluriethnique et un enclavement géographique. Pourtant trois décennies après leur indépendance en 1991, ces deux pays ont emprunté des chemins différents. L'un s'est imposé comme le géant économique de la région, l'autre peine à dépasser ses fragilités internes. Cette analyse comparative met en lumière leurs différences à travers trois prismes : la géographie et la démographie, l'économie et enfin la vie politique et les relations internationales.

I. Géographie et démographie

A. Des territoires aux contrastes marqués

La première différence entre les deux pays est physique. Le Kazakhstan est le neuvième plus grand pays du monde, avec une superficie représentant environ cinq fois celle de la France métropolitaine. A cette immensité s'opposent les 200 000 km² du Kirghizistan, soit un territoire environ trois fois plus petit que la France. Le Kazakhstan étend ses steppes et ses déserts sur un espace continental immense, balayé par un climat extrême allant de -42°C en hiver à +40°C en été. Le Kirghizistan, quant à lui, est un pays de haute montagne, dominé par les sommets du Tian Shan, dont le point culminant dépasse 7 400 mètres d'altitude. Cette géographie contrastée conditionne des économies et des modes de vie différents. Les steppes kazakhes abritent des gisements d'hydrocarbures et de minerais, tandis que le relief kirghize façonne une économie fondée sur l'hydroélectricité, l'agriculture et un potentiel minier difficile d'accès. Les deux pays partagent cependant l'enclavement : sans accès à la mer, ils dépendent tous deux de leurs voisins pour l'acheminement de leurs exportations.

B. Démographie et construction identitaire

Sur le plan démographique, le Kazakhstan compte environ 20 millions d'habitants, soit près de quatre fois plus que le Kirghizistan. Les deux pays sont toutefois profondément pluriethniques, héritage direct des déportations et migrations de l'époque soviétiques. Au Kazakhstan, les Kazakhs ne représentaient que 39% de la population en 1989, ils sont aujourd'hui le groupe majoritaire grâce au départ de 1,3 million de Russes et au retour de la diaspora kazakh. Le pays recense près de 120 ethnies différentes. Au Kirghizistan, les Kirghizes représentent 74% de la population, avec une importante minorité ouzbèke (15%) et russe (5%). La politique de construction nationale (nation-building) a suivi des trajectoires similaires dans les deux pays. Astana comme Bishkek ont cherché à promouvoir leur langue nationale : le kazakh et le kirghize. Cependant, cette politique de « kazakhisation » ou de promotion du kirghize s'est heurtée aux mêmes obstacles : manque d'enseignants qualifiés et un bilinguisme ancré dans les pratiques quotidiennes. Dans les deux cas, le russe conserve un rôle de communication interethnique irremplaçable à court terme.

II. Des économies aux trajectoires opposées

A. Le Kazakhstan, géant pétrolier en quête de diversification

L'écart économique entre les deux pays est vertigineux. Le PIB du Kazakhstan est près de vingt-huit fois supérieur à celui du Kirghizistan. Cette puissance repose avant tout sur les hydrocarbures : le pétrole représente 60% des exportations kazakhes, 40% des revenus prouvés de pétrole au monde, les deuxième réserves d'uranium, et d'importantes ressources en cuivre, plomb et zinc. En 2009, le Kazakhstan est même devenu le premier producteur mondial d'uranium. Cette richesse a permis au Kazakhstan de se hisser au 51^e rang mondial de l'Indice de développement humain (IDH de 0,825 en 2019), avec un PIB par habitant dix fois supérieur à celui du Kirghizistan. Le taux de pauvreté est passé de 6,5 % en 2010 à moins de 3% en 2017. Toutefois, cette dépendance aux matières premières constitue aussi sa principale faiblesse. Astana cherche à diversifier son économie pour éviter le "syndrome hollandais", où la rente pétrolière décourage le développement d'autres secteurs productifs.

B. Le Kirghizistan, une économie fragile

Le Kirghizistan présente un profil économique radicalement différent. Son économie repose principalement sur l'agriculture, les transferts de fonds des travailleurs émigrés et l'exploitation minière dominée par la mine d'or de Koumtor, qui représentait à elle seule près de 9% du PIB en 2019. La nationalisation de la mine par le président Japarov en 2021 a mis fin à la concession canadienne de Centerra Gold, au risque de décourager les investissements étrangers.

L'énergie hydroélectrique constitue un autre pilier, le barrage de Toktogul produisant jusqu'à 40% de l'énergie nationale. Mais la vétusté des infrastructures soviétiques freine le développement de ce secteur. Contrairement au Kazakhstan, le Kirghizistan n'a pas pu capitaliser sur ses ressources pour financer un développement social significatif. Pourtant depuis l'invasion russe de l'Ukraine, le Kirghizistan a vu ses exportations vers la Russie augmenter de manière spectaculaire.

En matière de migration de travail, la différence entre le Kirghizistan et le Kazakhstan est très marquée. Le Kirghizistan est l'un des pays au monde les plus dépendants des transferts de fonds de ses travailleurs expatriés. Les envois de fonds représentent historiquement plus de 30% du PIB. Selon les chiffres officiels, environ 650 000 citoyens kirghizes se trouvaient en migration fin 2024, un chiffre équivalent à environ 10% de la population totale du pays. La Russie est la principale destination avec environ 94% des transferts de fonds provenant de ce pays entre janvier et mai 2025, même si le nombre officiel de migrants kirghizes enregistrés en Russie est passé d'environ 650 000 à environ 350 000 en 2025. D'autres destinations existent aussi, même si elles sont plus marginales : 65 000 Kirghizes au Kazakhstan, 61 000 en Turquie, 36 000 aux Etats-Unis, 11 000 aux Emirats arabes unis et plus de 10 000 en Autriche.

Parallèlement, le Kazakhstan connaît une situation presque inverse. Le pays est un récepteur de main d'oeuvre régionale plutôt qu'un pays d'émigration de travail. Selon une étude de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), menée en 2024, il y aurait près de 500 000 travailleurs migrants ouzbeks, suivis de 70 000 Russes, 27 000 Kirghizes et 21 000 Tadjiks employés au Kazakhstan. Le solde migratoire kazakh s'est même amélioré puisqu'en 2024 le pays a enregistré un solde migratoire positif de 17 200 personnes, en hausse de 85% par rapport à l'année précédente, avec 30 000 arrivées contre seulement 12 800 départs.

En raison des sanctions économiques imposées à Moscou, le pays joue un rôle clé en tant que hub de transit pour la Russie, qui cherche à maintenir ses échanges commerciaux. Selon Robert Khachatryan, PDG de Freight Right Global Logistics, les exportations kirghizes vers la Russie sont passées de 393 millions de dollars (352,8 millions d'euros) en 2021 à plus de 1,07 milliard de dollars (960 millions d'euros) en 2022, soit une hausse impressionnante de 953 %. La position géographique stratégique du Kirghizistan en fait un point de connexion essentiel entre la Russie et l'Europe, mais cette situation soulève des questions sur son rôle dans le contournement des sanctions internationales contre Moscou.

III. Politique intérieure et positionnement international

A. Autoritarisme stable contre une instabilité démocratique

Sur le plan politique, les deux pays offrent des contrastes saisissants. Le Kazakhstan a connu une transition d'indépendance relativement fluide, sous la direction de Noursoultan Nazarbaïev, qui a incarné un régime autoritaire mais stable pendant près de trois décennies. La doctrine Kazakhstan 2050, lancée en 2012, témoigne d'une volonté de planification à long terme et d'affirmation sur la scène internationale : présidence de l'OSCE en 2010, adhésion à l'OMC en 2015, siège au Conseil de sécurité de l'ONU en 2017.

Le Kirghizistan, surnommé « l'îlot démocratique » d'Asie centrale, a suivi une trajectoire radicalement différente. Seul pays de la région à avoir connu des alternances réelles, il a traversé deux révolutions populaires : la Révolution des Tulipes en 2005, puis le renversement de Bakiev en 2010 témoignant d'une société civile réactive mais d'institutions fragiles. Paradoxalement, cette tradition de contestation démocratique a abouti en 2021 à l'élection du nationaliste Sadyr Japarov, qui impose aujourd'hui un régime de plus en plus autoritaire, restreignant la presse et l'opposition.

B. Une dépendance géopolitique identique mais des réponses différentes

Les deux pays partagent une situation géopolitique similaire : encerclés par la Russie et la Chine, leurs deux principaux partenaires commerciaux. Le Kazakhstan adopte une politique étrangère dite "multi-vectorielle", cherchant à équilibrer les influences de Moscou, Pékin et des puissances occidentales. L'Union européenne est devenue en 2021 son premier partenaire commercial, illustrant cette volonté de diversification. La guerre en Ukraine depuis février 2022 a accentué cette tendance, Astana cherche à prendre ses distances vis-à-vis de la Russie, même si 80% de ses exportations pétrolières transitent encore par le pipeline russe CPC.

Le Kirghizistan, dont les ressources et le poids économique sont bien moindres, dispose d'une marge de manœuvre réduite. Ses exportations sont dominées par la Russie (25 %) et le Kazakhstan (22,5 %), tandis que ses importations proviennent principalement de Russie (33,6 %) et de Chine (26,3 %). Sous Japarov, la politique nationaliste et isolationniste tend à renforcer cette dépendance de fait, plutôt qu'à la contrebalancer.

Conclusion

Pour conclure, le Kazakhstan et le Kirghizistan représentent deux voies distinctes de la transition post-soviétique en Asie centrale. Le premier a su convertir ses importantes ressources naturelles en puissance économique régionale, au prix d'un régime autoritaire et d'une dépendance aux hydrocarbures qu'il cherche à dépasser. Le second, plus pauvre, a connu une trajectoire plus chaotique. Tous deux restent confrontés aux mêmes défis fondamentaux : réduire leur dépendance envers leurs puissants voisins, diversifier leurs économies, et préserver leur identité dans un espace disputé entre grandes puissances.



ANALYSE N°2

LES DYNAMIQUES LINGUISTIQUES AU KAZAKHSTAN : ENTRE RUSSOPHONIE, IDENTITÉ NATIONALE ET PLURILINGUISME

Édith George, Vladimir Klein et Ismaël Ricard

Le Kazakhstan est un pays, de fait, plurilingue. Lorsqu'on regarde une carte des langues principales parlées en Asie Centrale (voir fig.1)². On remarque une pluralité linguistique rare sur le territoire kazakhstanaï, entre la langue kazakhe, russe, etc.

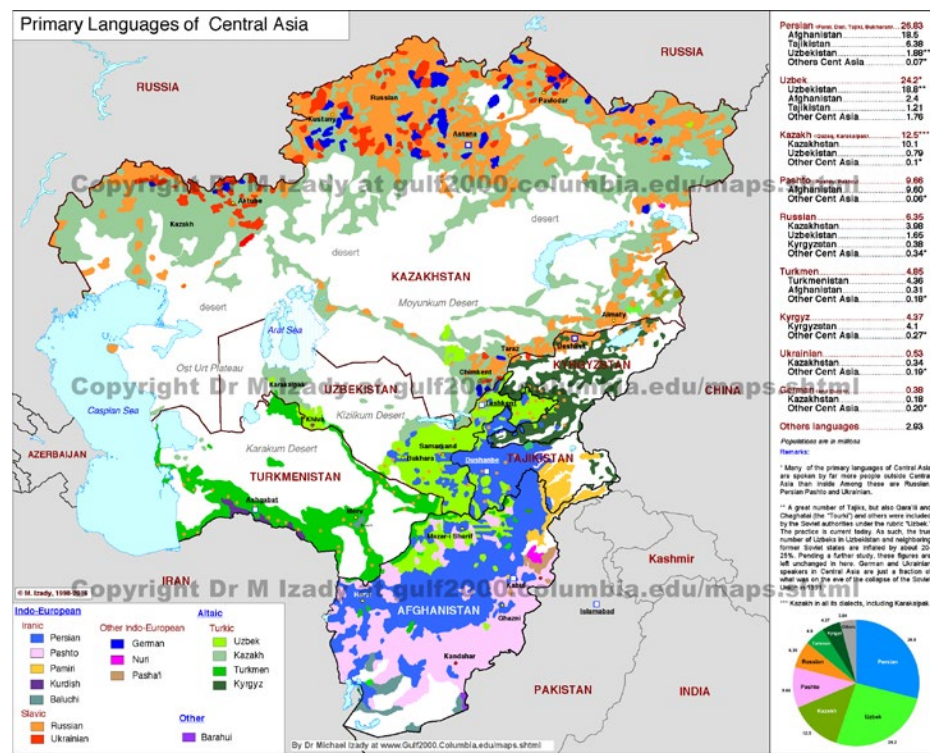


fig.1 - Langues principales en Asie Centrale – Izady; 2016

Mais cette carte soulève une seconde question : quelles sont les dynamiques de bilinguisme voire de trilinguisme dans le pays ? Constate-t-on une évolution depuis 1991 ? Quelles sont les politiques de l'État sur les questions linguistiques ? Ce sont les questions auxquelles nous allons tenter d'apporter des éléments de réponse dans cette analyse.

I. La Russophonie

Entre 1959 et 2014, le nombre de Russes au Kazakhstan a drastiquement diminué (voir fig.2). Or, malgré le recul des populations russes ethniques, la russophonie, elle, garde la même influence.

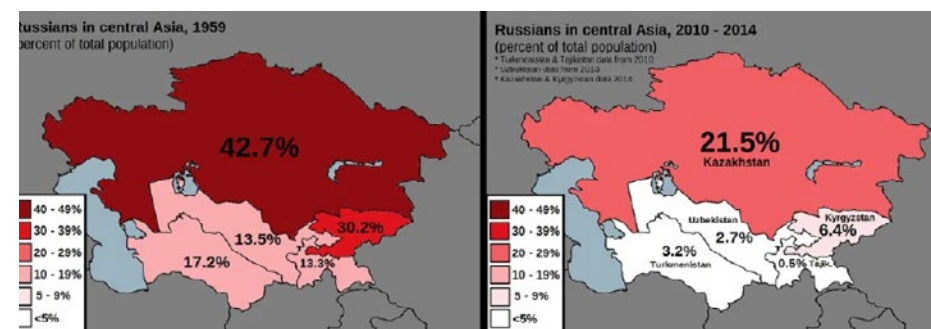


fig.2 - Russes en Asie Centrale entre 1959 et 2014

D'après les recensements de 2009³, le kazakh n'était compris à l'écrit que par 65,4% de la population. Le russe, dans ce même recensement était lu par 88% et compris oralement par 94% de la population. Pour comparer les évolutions des deux langues, il est intéressant de mettre ces chiffres en relation avec ceux de 1999. En effet, on constate alors que la compréhension orale du russe est passée de 95% à 94% en 10 ans, là où la compréhension orale du kazakh est passée de 64% à 74%.

Ces tendances sont significatives de la situation linguistique du pays : bien que les populations russes soient en diminution depuis l'indépendance du Kazakhstan, la russophonie n'est pas du tout en déclin. Au contraire, c'est par exemple la langue la plus utilisée lors de consultations de sites internet (84% des sites en .kz sont rédigés en russe⁴ – 80% des consultations Wikipédia du pays)⁵.

3. Agency on Statistics of the Republic of Kazakhstan. Results of the 2009 National Population Census of the Republic of Kazakhstan.

4 Wikimedia Foundation. Wikimedia Traffic Analysis Report: Wikipedia Page Views per Country – Breakdown. W3Techs. Distribution of Content Languages among Websites that Use .kz.

5 Wikimedia Foundation. Wikimedia Traffic Analysis Report: Wikipedia Page Views per Country – Breakdown.

Cette dynamique de bilinguisme généralisé kazakh-russe pourrait cependant trouver une limite dans les politiques récentes du pays. Puisqu'en effet, un changement d'alphabet pour l'adoption de l'alphabet latin était initialement prévu pour 2025, finalement décalé pour une adoption à l'horizon 2031. Cette mesure pourrait notamment changer les habitudes de communication et de consommation de l'information sur internet. Et donc possiblement influencer sur la russophonie au Kazakhstan sur le moyen terme.

II. L'anglais

La langue anglaise est plus importante qu'il n'y paraît dans le contexte politique récent, puisque son enseignement s'inscrit dans une intention plus globale de « politique trilingue » (kazakh, russe, anglais).

Il n'est donc ni question de la préservation ou de la représentation culturelle de l'anglais, mais davantage de son apprentissage à grande échelle, ciblé sur les jeunes générations du pays. Avec une emphase sur son utilisation dans des cadres universitaires par exemple.

Pour illustrer cela de quelques données : dans le recensement de 2009 que nous mentionnions plus tôt, l'anglais n'était compris oralement que par 15% de la population kazakhstanaise. En 2021, le nouveau recensement indiquait que l'anglais était étudié par environ 2 000 000 de personnes soit près de 10% de la population du pays⁶, et que près d'un million de personnes prévoyaient d'étudier l'anglais dans un futur proche (sans plus de données sur la compréhension de l'anglais en elle-même mais laissant supposer une nette progression).

Les données de 2021 de l'indice EF EPI (Education First English Proficiency Index) classent certes le pays dans la catégorie « très faible compétence » mais démontrent dans le même temps une maîtrise de l'anglais très disparate selon les âges mais également selon les emplacements géographiques. Sans surprise, les populations jeunes (moins de 30 ans) et des grandes villes (Astana, Almaty) affichent de bien meilleurs résultats que le reste de la population⁷. Ces données illustrent le fait que cette politique trilingue est avant tout un pari sur les jeunes générations, dont l'efficacité ne pourra se mesurer que sur le moyen ou le long terme.

⁶ National Bureau of Statistics of the Republic of Kazakhstan. 2021. *National Composition, Religion and Language Proficiency in the Republic of Kazakhstan: Results of the National Population Census of 2021 in the Republic of Kazakhstan*.

⁷ EF Education First. 2021. *L'édition 2021 de l'EF English Proficiency Index (EF EPI)*.

III. Quelques autres considérations linguistiques au Kazakhstan

Parmi les autres langues parlées dans le pays, on compte notamment l'ouzbek, le turkmène, le kirghize, le tatar, l'ukrainien, l'allemand ou encore le coréen. Bien que le gouvernement kazakh mette un point d'honneur à célébrer cette diversité (comme nous avons pu l'observer le 1er mai à l'occasion de la fête de l'unité du peuple kazakhstanaï), force est de constater que la plupart de ces langues minoritaires sont de moins en moins parlées dans le pays et que même ces minorités ethniques tendent à s'adapter linguistiquement. Il y a bien sûr des exceptions à ce phénomène parmi lesquelles nous pourrions citer les communautés Dounganes pour qui la transmission, notamment linguistique semble prioritaire au point d'avoir des pratiques de mariage très communautaires. Cela dit, cette « obstination linguistico-culturelle » semble être vectrice de tensions (comme peuvent en témoigner les violences survenues le 7 février 2020)⁸.

En ce qui concerne l'apprentissage du français : on peut relever que la visite présidentielle d'Emanuel Macron en novembre 2024 a un peu relancé le nombre de locuteurs, mais celui-ci demeure globalement en baisse. Selon le ministère de l'éducation Kazakh, 11 000 élèves ont appris le français en 2022 (soit 0,32%). Une diminution drastique en comparaison des 52 000 élèves en 2005. Cette baisse est due à plusieurs facteurs mais avant tout la politique trilingue du pays entre 2002 et 2019 (forçant souvent l'apprentissage de l'anglais au détriment d'autre 2e ou 3e langues vivantes). Depuis 2019, il existe des possibilités pour choisir entre le français, l'allemand, le chinois, le coréen et l'anglais pour la LV2.

⁸ *Le Point*. 2020. « Au Kazakhstan, lumière inattendue sur les Dounganes après des violences. » 15 février 2020

IV. Langue Kazakhe et Turcité

Enfin, l'une des considérations dont nous devons tenir compte pour bien comprendre les enjeux géopolitiques des évolutions linguistiques, est la question du kazakh comme langue turcique. En effet, puisque le kazakh s'inscrit dans cette famille de langues, elle légitime la place du pays comme membre de l'OET (organisation des États turciques). Cette organisation relativement récente (2009, d'abord dénommée « conseil turcique » avant un changement de nom après 2021) est d'une importance grandissante pour les régions du Caucase et de l'Asie centrale. Le Kazakhstan, membre le plus puissant avec la Turquie, semble d'ailleurs bien décidé à affirmer sa place comme un membre majeur de l'OET puisque le pays a déjà accueilli 3 des 12 sommets, et a par exemple tenu un sommet informel en mai 2026 sur les questions relatives à l'intelligence artificielle. L'Organisation des États Turciques révèle l'importance de l'appartenance au groupe linguistique des langues turciques et explique la réaffirmation d'une identité linguistique kazakhe par le gouvernement du pays (de plus en plus visible ces dernières années, notamment au sein de la nouvelle Constitution).

Conclusion

Ce qui transparaît de la situation linguistique du Kazakhstan est que le pays, bien que toujours russophone, tend à mettre de plus en plus en valeur la langue kazakhe (par l'éducation, la représentation dans la constitution, par un changement potentiel d'alphabet ou le renforcement de partenariat avec d'autres pays de langues turciques). Le Kazakhstan voit se rencontrer un grand nombre de langues et de dialectes, une richesse dont le pays tire profit et se prévaut dans ses représentations culturelles. La politique trilingue mise en place oriente néanmoins la direction de plurilinguisme des étudiants vers un apprentissage majoritaire du kazakh, russe et anglais.

Ces rapports à la langue constituent une frontière certes géographique (selon les régions plus russophones, kazakhophones ou autres) mais aussi une rupture générationnelle parmi les kazakhstanais selon les tranches d'âges exposées ou non à des politiques linguistiques différentes de leur époque. Pour une jeunesse lettrée à plus 99,5%⁹, les résultats de ces choix linguistiques se feront sans doute ressentir dans les années à venir : dans l'orientation des partenariats stratégiques, les relations diplomatiques avec le voisin Russe mais également l'ouverture culturelle et académique sur l'occident.

⁹ Institut de statistique de l'UNESCO. *Taux d'alphabétisation, total des adultes (% des personnes âgées de 15 ans et plus) – Kazakhstan.*

ANALYSE N°3

TENGRISME EN ASIE CENTRALE : DANS QUELLE MESURE LE RENOUVEAU DU TENGRISME AU KAZAKHSTAN ET AU KIRGHIZISTAN TRADUIT-IL UNE RECOMPOSITION IDENTITAIRE POST-SOVIÉTIQUE ?

Clémence Blanchard, Agathe Mallegol et Haby Sarr

Introduction

L'héritage soviétique en Asie centrale est marqué par une politique de sécularisation profonde et de contrôle de l'islam. Dès 1921, le pouvoir bolchevique renonce à utiliser la religion musulmane comme levier d'expansion géographique de la révolution. L'objectif devient alors de réduire l'influence religieuse dans la société. Les institutions islamiques traditionnelles sont progressivement détruites : les waqfs (fondations religieuses), les tribunaux musulmans et les structures d'enseignement religieux sont supprimés.

À partir de 1928, la politique antireligieuse se radicalise avec une propagande violente dénonçant l'islam comme une « religion réactionnaire ». Les pratiques religieuses sont fortement limitées : le jeûne du Ramadan, l'aumône et le pèlerinage sont interdits, tandis que de nombreuses mosquées ferment. L'État soviétique cherche également à couper les populations musulmanes de leur héritage culturel et religieux par des réformes linguistiques : l'alphabet arabe est abandonné au profit du latin à la fin des années 1920, puis remplacé par le cyrillique entre 1939 et 1940.

Cependant, durant la Seconde Guerre mondiale, Staline assouplit partiellement cette politique. En 1943, il autorise la création de la Direction Spirituelle des Musulmans d'Asie centrale et du Kazakhstan (SADUM), installée à Tachkent, ainsi que de trois autres directions spirituelles. Cette décision répond à une logique pragmatique : instrumentaliser l'islam afin de renforcer le patriotisme soviétique et mobiliser les populations musulmanes contre l'invasion nazie.

autres directions spirituelles. Cette décision répond à une logique pragmatique : instrumentaliser l'islam afin de renforcer le patriotisme soviétique et mobiliser les populations musulmanes contre l'invasion nazie.

Malgré cette relative tolérance, l'éducation religieuse demeure quasiment inexistante. Sous Khrouchtchev, à partir de 1956, l'idée d'un « islam soviétique », déjà envisagée par Lénine, est reprise : il s'agit d'un islam strictement contrôlé par l'État et compatible avec l'idéologie soviétique. À cette époque, seuls trois millions de fidèles pratiquants sont recensés, contre les quarante millions avancés par le mufti et les seize millions de musulmans présents dans l'Empire russe en 1917, soit environ 10 % de la population. Les croyants sont en majorité âgés et peu instruits religieusement.

L'islam soviétique devient également un outil de politique extérieure, notamment dans les relations avec les pays musulmans. S'il reste limité dans la sphère publique, le pouvoir ne combat pas totalement certaines pratiques privées : plusieurs rites de passage et traditions religieuses continuent ainsi d'être conservés au sein des familles et de la vie quotidienne.

Le tengrisme est une ancienne tradition religieuse des peuples turco-mongols, centrée sur le culte de l'Eternel Ciel bleu et sur une relation harmonieuse entre l'homme, la nature et les ancêtres. Il s'est diffusé à travers les steppes d'Asie centrale et a influencé des États comme le khaganat des Göktürks et l'empire mongol de Gengis Khan (VIe-XIIIe siècles). Avec l'arrivée de l'islam et du bouddhisme, le tengrisme a progressivement décliné, mais certaines pratiques ont survécu dans des formes syncrétiques. Bien que grandement minoritaire aujourd'hui, le tengrisme est toujours activement pratiqué dans la République de Sakha, en Bouriatie, dans la république de Touva, en Mongolie, parallèlement au bouddhisme tibétain, au bourkhanisme et au chamanisme jaune (syncrétisme chamaniste-bouddhiste), avec des foyers plus importants de chamanismes dans certains aïmags. Enfin, chez les minorités turques de l'ouest de la Mongolie, de Sibérie, au Kirghizistan, et à l'est du Kazakhstan, le tengrisme est resté très présent.

I. Un renouveau religieux limité

A. Un renouveau encadré par les États

Après la disparition de l'URSS en 1991, les sociétés d'Asie centrale connaissent un important renouveau religieux. La fin du système soviétique entraîne l'effondrement de l'athéisme d'État qui avait structuré la vie politique et sociale pendant plusieurs décennies. Ce vide idéologique pousse une partie des populations à se tourner vers l'islam afin de retrouver de nouveaux repères culturels, spirituels et identitaires.

Ce retour du religieux s'inscrit également dans une volonté de redécouverte d'une authenticité nationale et culturelle antérieure à la domination russe et soviétique. L'islam apparaît alors comme un élément central du patrimoine historique des peuples d'Asie centrale. La réouverture des mosquées, le retour des pratiques religieuses, la reconstruction d'établissements religieux et la reprise du pèlerinage à La Mecque symbolisent cette réislamisation progressive des sociétés. Le renouveau religieux est plutôt porté par les élites politiques et intellectuelles, qui utilisent ainsi l'islam comme un outil de construction nationale. Dans plusieurs pays d'Asie centrale, les dirigeants cherchent à réhabiliter les traditions musulmanes afin de renforcer l'identité nationale et de légitimer les nouveaux États indépendants. Toutefois, cette instrumentalisation reste sélective : l'islam est valorisé comme héritage culturel davantage que comme véritable projet politique ou religieux.

En effet, ce renouveau reste limité et largement encadré par les États. Les nouveaux régimes indépendants, souvent dirigés par d'anciens cadres soviétiques, craignent que l'islam politique ne devienne une force d'opposition susceptible de menacer leur pouvoir. Ils mettent donc en place un contrôle strict des institutions religieuses, tout en promouvant un islam national, modéré et compatible avec les intérêts de l'État.

Ainsi, malgré un retour visible du fait religieux après la période soviétique, l'islam en Asie centrale demeure étroitement surveillé et limité dans son expression politique et publique.

B. Une pratique minoritaire

Malgré son importance symbolique, le tengrisme demeure une pratique extrêmement minoritaire au Kazakhstan. Selon le recensement de 2021, 69,3% de la population kazakhe se déclare musulmane, 17,2% chrétienne, et seulement 0,2% adhère à d'autres religions incluant le bouddhisme et le judaïsme. Les estimations concernant le nombre de tengriens varient considérablement selon les sources, reflétant les difficultés de mesurer cette appartenance religieuse.

Cette disparité statistique s'explique en grande partie par le caractère latent de l'adhésion au tengrisme. Beaucoup de tengriens préfèrent garder secrète leur appartenance religieuse par crainte de réprobation sociale, notamment de la part de leurs familles musulmanes et des communautés religieuses établies, présentant ses adeptes comme des "égarés".

La quête d'une reconnaissance officielle témoigne cependant de la volonté de légitimation de ce mouvement. Une pétition en ligne sur le site [epetition.kz](https://petition.kz) demande la reconnaissance légale du tengrisme comme l'une des religions officielles du Kazakhstan. Les pétitionnaires visent à présenter au moins 5 000 représentants issus de toutes les régions et villes du pays, chacun référent d'une communauté comptant un minimum de 300 fidèles enregistrés.

II. Entre contestations et syncrétisme

A. Critique de l'Islam

Selon K. Kalieyv et G. Toleu dans *Neo-Tengrism Movements in Central Asian Countries: Issues of Revival* (2025), les peuples turciques, majoritairement musulmans aujourd'hui, ont historiquement intégré certains éléments du tengrisme à leurs pratiques religieuses. Plusieurs rites issus de cette tradition continuent d'être pratiqués sous la forme de coutumes ou de traditions lorsqu'ils ne sont pas perçus comme incompatibles avec l'islam. Au Kazakhstan, le néo-tengrisme contemporain a lui-même incorporé certains éléments de la religion musulmane.

Cependant, on constate l'existence d'une méfiance envers l'islam au sein de certains groupes néo-tengristes. Cette défiance se manifeste notamment sur les réseaux sociaux, où circulent parfois des discours ouvertement hostiles à l'islam. Un courant néo-tengriste particulièrement critique de cette religion, apparu au Kirghizistan, s'est ainsi diffusé au Kazakhstan par l'intermédiaire de groupes militants et de blogueurs. Ces derniers revendiquent le tengrisme comme la véritable tradition nationale kazakhe, comme l'illustre l'affirmation suivante : « Every nation has its own tradition and the Kazakh tradition is Tengrism. Tengrism means nationalism ». Dans la même idée, au Kirghizistan, le mouvement Tengri défend notamment l'idée que l'épopée de Manas appartient à une période préislamique et qu'ainsi, elle ne doit pas être associée à la tradition islamique. Cette réinterprétation du patrimoine culturel vise à mettre en avant les racines préislamiques des peuples turciques. Ces perspectives tendent à opposer le tengrisme aux religions, perçues comme extérieures à l'identité nationale.

Dans l'ensemble, nous pouvons affirmer que l'évolution de la place de l'islam dans les sociétés d'Asie centrale ainsi que le contexte international marqué par la montée des discours islamophobes ont pu contribuer au développement, chez certains courants néo-tengristes, d'une rhétorique de contestation de l'islam.

B. Hybridation des pratiques

Au Kazakhstan, le renouveau religieux ne correspond pas à un simple retour au tengrisme comme système de croyances autonome. Il s'inscrit plutôt dans une logique d'hybridation, où se mêlent héritages préislamiques, références islamiques et traditions culturelles locales. Dans la pratique, de nombreux Kazakhs combinent des gestes associés à l'islam avec des usages hérités de représentations plus anciennes, notamment le respect des ancêtres, l'attention portée aux lieux sacrés ou encore certaines formes de protection symbolique.

Cette situation tient au fait que la religion demeure souvent vécue comme une composante de l'identité nationale autant que comme une adhésion doctrinale. L'islam au Kazakhstan est fréquemment décrit comme un islam culturel, c'est-à-dire intégré aux normes sociales et aux traditions familiales, sans nécessairement impliquer une pratique strictement orthodoxe. Dans ce cadre, le tengrisme ne fonctionne pas seulement comme une religion distincte, mais aussi comme un ensemble de symboles mobilisés pour affirmer une continuité historique et culturelle kazakhe.

L'hybridation des pratiques montre ainsi que la frontière entre religion, coutume et identité reste poreuse. Cette porosité explique à la fois la persistance de formes religieuses mixtes et la difficulté à mesurer précisément l'ampleur du tengrisme comme appartenance confessionnelle autonome.

Conclusion

En conclusion, le tengrisme apparaît moins comme une religion de masse que comme un répertoire symbolique mobilisé dans le Kazakhstan contemporain. Son renouveau limité s'explique par son ancrage surtout culturel et identitaire, mais aussi par son hybridation avec l'islam et les traditions locales.

Au-delà de sa dimension spirituelle, le tengrisme peut aussi être compris comme un outil d'instrumentalisation politique et identitaire. Il sert à réaffirmer une continuité historique kazakhe, à distinguer une identité nationale propre et à valoriser un héritage antérieur aux influences russe et soviétique. Ainsi, même minoritaire dans les pratiques, il conserve une forte portée politique et mémorielle.

ANALYSE N°4

LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU KAZAKHSTAN

Elma Duval et Ariane Monceau

Le Kazakhstan présente un paradoxe caractéristique des États post-soviétiques autoritaires: une société civile numériquement dense mais structurellement contrainte. Le pays compte plus de 32 000 Organisations de Société Civile (OSC) enregistrées, dont seules 1 500 à 3 000 sont réellement actives. Ce secteur s'est progressivement structuré depuis l'indépendance de 1991 autour de plusieurs thématiques : droits humains et libertés civiles, droits des femmes et du genre, droits de l'enfant et protection sociale, environnement, libertés religieuses, droits des personnes handicapées, la contre-radicalisation... Une chose toutefois intéressante est le fait que certaines organisations travaillant sur la contre-radicalisation ou les services sociaux bénéficient ainsi d'un soutien étatique affiché, tandis que celles qui documentent les violations des droits humains ou accompagnent juridiquement des victimes évoluent dans un environnement nettement plus hostile. Cette fracture incite ainsi à se demander : *Dans quelle mesure est-ce que les Organisations Non Gouvernementales (ONG) kazakhes et en particulier celles actives sur les droits humains, ont-elle une véritable liberté d'action au Kazakhstan ?* Afin de répondre à cette question, nous examinerons d'abord les types d'actions qu'elles mettent en œuvre, puis nous nous pencherons en détail sur le cas du KIBHR, avant d'analyser les mécanismes étatiques qui encadrent et contraignent leur fonctionnement.

I. Les ONG kazakhes : fonctionnement, et soutien étatique

Les organisations kazakhes de droits humains ne forment pas un bloc homogène : elles se distinguent par leur ancienneté, leur spécialisation et le degré de tolérance que leur accorde l'État. Deux d'entre elles illustrent particulièrement bien cette diversité.

La Civil Alliance of Kazakhstan est l'exemple le plus emblématique d'une organisation qui agit dans la lignée du gouvernement. Créée en 2005 à l'initiative des autorités elles-mêmes, elle regroupe aujourd'hui plus de 3 000 organisations membres. Elle promeut les activités des ONG et développe le lien entre l'État et la société civile, en tant qu'interlocuteur officiel. Elle participe aux forums bi-annuels organisés par le gouvernement et aux conseils publics nationaux et locaux, et bénéficie à ce titre d'un financement étatique stable. Son rôle est essentiellement consultatif et fédérateur, elle relaie les priorités gouvernementales au sein du secteur associatif plutôt que de les remettre en question, ce qui explique sa bonne intégration dans les mécanismes officiels.

Le Kazakhstan International Bureau for Human Rights and Rule of Law (KIBHR) fait quant à lui figure de pilier historique de la société civile indépendante. Fondé en février 1993 par l'avocat Yevgeniy Zhovtis, il est la plus ancienne et la plus structurée des organisations kazakhes de défense des droits humains. Son implantation territoriale est une de ses plus grandes forces, ses dix antennes régionales et son réseau de moniteurs couvrant 12 des 16 régions du pays lui permettent de documenter de manière systématique les conditions de détention, les cas de torture et les persécutions politiques. Ses rapports constituent l'une des principales sources d'information de l'opinion locale et internationale sur les droits politiques et les libertés civiles. Une telle organisation n'est pas sans rencontrer des difficultés dans la mise en place de ses activités.

II. Étude de cas : KIBHR

Il semble intéressant dans un second temps de se pencher sur le fonctionnement plus détaillé d'une organisation, nous avons donc décidé de choisir la plus ancienne d'entre elles, le KIBHR.

Le KIBHR est donc la principale organisation de défense des droits humains du pays. Officiellement enregistrée en 1995, l'organisation est structurée en quatre centres internes : un centre de protection des droits humains (consultations juridiques, analyse législative), un centre d'information et de monitoring (collecte et diffusion de données), un centre éducatif (formation, sensibilisation), et un centre de volontariat. Grâce à ses dix antennes régionales, le KIBHR documente les violations des droits de l'homme (torture, détentions arbitraires, persécutions politiques, conditions carcérales) et coordonne à ce titre la Coalition nationale des ONG contre la torture. De plus, sur le plan du plaidoyer, l'ONG soumet régulièrement des rapports aux mécanismes onusiens, et alimente les dialogues UE-Kazakhstan. De plus, elle a rejoint la Fédération Internationale de Droits de l'Homme (FIDH) en 2013, et bénéficie ainsi d'un effet d'amplification internationale grâce à ses partenariats avec HumanRightsWatch, Amnesty International, l'Organisation Mondiale Contre la Torture...

Cependant, ces activités lui valent aussi de réelles difficultés structurelles. En janvier 2021, ses activités ont été suspendues pendant trois mois à la suite d'une inspection fiscale ciblée portant sur des milliers de pages de documents financiers, débouchant sur des amendes pour de simples écarts de formulaires, une procédure qualifiée de harcèlement judiciaire par certains partenaires internationaux.

III. Mécanismes étatiques d'encadrement des ONG

Les difficultés rencontrées par le KIBHR ne lui sont pas propres : elles s'inscrivent dans un dispositif plus large de contrôle des OSC indépendantes, combinant instruments législatifs, harcèlement administratif et poursuites judiciaires. Ce dispositif révèle une logique étatique cohérente, qui vise moins à interdire la société civile qu'à en définir les limites acceptables.

Le levier fiscal constitue l'outil de répression le plus immédiatement opérationnel, car il ne requiert aucune procédure pénale. Entre octobre et décembre 2020, les autorités kazakhes ont ciblé plus d'une douzaine d'ONG de droits humains avec des amendes et des menaces de suspension, sous prétexte de violations dans la déclaration des financements étrangers. Ces sanctions interviennent systématiquement pour des écarts minimes entre formulaires, ce qui soulève des soupçons légitimes quant à leur caractère prétextuel.

La loi sur le financement étranger de 2016 constitue le cadre normatif de ce harcèlement. Elle impose aux organisations des obligations contraignantes de déclaration de tout financement étranger reçu, avec des sanctions allant de l'amende à la suspension d'activité. En 2023, le gouvernement est allé plus loin en créant un registre public des individus et organisations recevant des fonds étrangers, un instrument de stigmatisation que neuf organisations internationales ont conjointement demandé d'abolir. Existe ainsi un paradoxe révélateur, le gouvernement affiche simultanément son ouverture aux investissements étrangers des multinationales, tandis que le financement étranger de la société civile est présenté comme une menace.

De plus, au-delà des ONG elles-mêmes, les individus défendant les droits humains voient leur liberté d'expression entachée par des poursuites pénales à leur encontre, pour des chefs d'accusation allant de la « diffusion de fausses informations », à « l'incitation à la discorde sociale », qui est détaillé dans l'article 174 du Code Pénal.

Conclusion

Ainsi, l'attitude du gouvernement kazakh vis à vis de la société civile est complexe, et mérite une attention toute particulière. Loin de l'interdiction, ou de la cessation d'activité des ONG nationales, le Kazakhstan reste toutefois un pays qui garde une main mise sur la question de l'activisme et des OSC. Il sera ainsi nécessaire, et intéressant d'étudier l'évolution de ce même phénomène dans l'année à venir, suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution en juillet 2026.

ANALYSE N°5

ALATAOU, « SMART SILK ROAD CITY », VILLE DU FUTUR AU KAZAKHSTAN

Laura Leclerc, Romain Legros et Kilian Roux

Que révèle le projet d'Alataou des ambitions kazakhstanaïses ?

En aval de la chaîne de montagnes éponyme, située à 28 kilomètres au nord-est d'Almaty et peuplée aujourd'hui d'un peu plus de 50 000 habitants, Alataou – connue jusqu'à récemment sous le nom de Zhetygen et pour avoir accueilli l'Institut de physique nucléaire – est annoncée depuis plusieurs années comme la future ville vitrine technologique et économique du Kazakhstan. Restée longtemps lettre morte, cette ambition a pris corps à partir de 2022 et s'est accélérée avec deux décrets présidentiels : celui de janvier 2024 conférant à la ville le statut de « ville de subordination régionale », puis celui de mars 2025 la désignant « territoire de développement accéléré », assorti d'un régime dérogatoire proche, dans son esprit, d'une zone économique spéciale.

Le Kazakhstan n'en est pas à son coup d'essai. Trente ans plus tôt, le pays avait déjà transformé la modeste ville d'Akmola, dans la steppe du nord, en nouvelle capitale moderne, Astana, aujourd'hui deuxième ville du pays. Toutefois, Alataou s'inscrit dans une dynamique centrasiatique inédite de construction de villes nouvelles : le Kirghizistan souhaite peu ou prou bâtir Asman, l'Ouzbékistan, la Nouvelle Tachkent, et le Turkménistan a déjà inauguré Arkadag, du nom du titre honorifique (protecteur) de l'ancien président Gorbachov. Comme ses voisins, Alataou répond aux besoins de décongestion des villes saturées (populations et trafic), d'absorption de l'exode rural, de prévention de la fuite des cerveaux et, en particulier, d'intégration de l'Asie centrale sur les marchés mondiaux, avec les investissements étrangers, chinois, turcs, des monarchies du Golfe, mais fait saillant, en l'absence de participation de la Russie.



Ce qui distingue toutefois Alataou, c'est son montage résolument privé et multilatéral, reflétant sa stratégie de diversification des partenaires. L'État ne fournit que les infrastructures de base, tandis que l'essentiel des investissements — de l'ordre de 20 Mds EUR — provient de partenaires étrangers, au premier rang desquels la Chine (accord avec la CSCEC), la Corée du Sud (KPMG Korea pour la stratégie industrielle, antenne du KAIST envisagée) et le Japon, pressenti pour la conception architecturale.

À cet égard, la ville se place au cœur des Nouvelles routes de la soie chinoises, dans un contexte où le Kazakhstan est devenu en 2025 la première destination d'Asie centrale pour les capitaux liés à cette initiative. Le choix du site n'y est pas étranger. Situé sur l'autoroute Almaty-Konaev — menant au centre transfrontalier sino-kazakh de Khorgos — et avec les projets de réseau ferroviaire à trois échelles (dont le tronçon Zhetygen-Kazybek Bi, intégré au corridor transcontinental) ainsi qu'un aéroport international visant 15 millions de passagers, puis 40 millions à l'horizon 2050, destiné à former, avec la future gare, le plus grand hub de transport de la région, Alataou devrait devenir un nœud logistique de premier plan des corridors Europe-Chine-Asie centrale.



Surtout, le projet urbanistique est colossal : 88 000 hectares, davantage que Singapour et Séoul réunies, pour une population escomptée de deux millions d'habitants et quatre millions de touristes annuels à l'horizon 2050. La ville sera organisée en quatre districts thématiques : le Gate District, pôle d'affaires proche d'Almaty où doit s'élever une tour emblématique dont les travaux, estimés à 800 M USD, devraient débuter en 2026 et se terminer en 2029 ; le Golden District, consacré à

l'éducation et à la santé ; le Growing District, tourné vers l'industrie et la logistique ; enfin, le Green District, dédié au tourisme près du réservoir de Kapchagay. Chaque district est pensé pour offrir l'essentiel des services — logement, écoles, santé — accessible à pied.

Comme Arkadag, Asman ou la Nouvelle Tachkent, Alataou revendique le label de smart city, mais semble pousser la caractéristique plus loin encore : jumeaux numériques, gestion algorithmique du trafic, projets de taxis volants et zone pilote « CryptoCity » où le paiement en cryptomonnaies serait légalisé.

Loin d'être entièrement pilotée par le pouvoir, comme le fut Arkadag où G. Berdymoukhamedov décidait jusqu'au dessin des lampadaires et des trappes d'égout, l'Alatau City Authority relève néanmoins d'un conseil présidé par le Premier ministre Oljas Bektenov – preuve que ce « bac à sable » pour le « Kazakhstan de demain » demeure un chantier hautement centralisé. Reste les déconnexions entre autorités et les habitants, pouvant faire craindre que Alataou ne dépasse pas le stade du symbole sans être réellement habitée.

Les actuels habitants de Zhetygen et des villages environnants dénoncent déjà les nombreuses coupures d'eau, d'électricité et de gaz, les insuffisances de l'hôpital et le mauvais état des routes, alors que des caméras neuves y ont fait leur apparition. En 2025, les deux présentations publiques du plan de développement ont d'ailleurs suscité peu d'intérêt, tandis que les habitants redoutent le gel des procédures d'enregistrement des propriétés de l'ancienne à la nouvelle ville, qui pourrait permettre la destruction de leurs maisons – qui deviendraient illégales – sans compensation. Le gouverneur de la région d'Almaty, Murat Sultangazyev, se veut rassurant, admettant la persistance de certains problèmes tout en assurant que le changement de statut et la création d'un fonds spécial, permettront de disposer des ressources nécessaires à son développement.

Conclusion

Il reste à voir ce que ce projet deviendra dans le temps, après les effets d'annonce et les premiers problèmes sur le terrain.

Bibliographie Analyse n°2
Les dynamiques linguistiques au Kazakhstan : entre russophonie, identité nationale et plurilinguisme

Agency on Statistics of the Republic of Kazakhstan. Results of the 2009 National Population Census of the Republic of Kazakhstan.

EF Education First. 2021. L'édition 2021 de l'EF English Proficiency Index (EF EPI).

Institut de statistique de l'UNESCO. Taux d'alphabétisation, total des adultes (% des personnes âgées de 15 ans et plus) – Kazakhstan.

Izady, Michael. Infographs, Maps and Statistics Collection.

Le Point. 2020. « Au Kazakhstan, lumière inattendue sur les Dounganes après des violences. » 15 février 2020. https://www.lepoint.fr/monde/au-kazakhstan-lumiere-inattendue-sur-les-dounganes-apres-des-violences-15-02-2020-2362819_24.php.

National Bureau of Statistics of the Republic of Kazakhstan. 2021. National Composition, Religion and Language Proficiency in the Republic of Kazakhstan: Results of the National Population Census of 2021 in the Republic of Kazakhstan.

Wikimedia Foundation. Wikimedia Traffic Analysis Report: Wikipedia Page Views per Country – Breakdown.

W3Techs. Distribution of Content Languages among Websites that Use .kz.

Bibliographie Analyse n°3
Tengrisme en Asie centrale Dans quelle mesure le renouveau du tengrisme au Kazakhstan et au Kirghizistan traduit-il une recomposition identitaire post-soviétique ?

Sources

<https://digitalcommons.georgefox.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2615&context=ree>

<https://bulletin-religious.kaznu.kz/index.php/relig/article/view/770/459>

https://www.worldatlas.com/articles/religious-beliefs-in-kazakhstan.html?utm_source=chatgpt.com

https://www.lemonde.fr/archives/article/1980/01/04/le-renouveau-de-l-islam-en-u-r-s-s_2800077_1819218.html

<https://journals.openedition.org/cemoti/1476>

«Revival of Tengrism in Kazakhstan as ancient belief of the Turkic peoples», Religion in Eastern Europe, vol. 45. n°5. 2025. Disponible sur : <https://digitalcommons.georgefox.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2615&context=ree>

«Tengrism as a lived religion in Kazakhstan and its role in national identity building», Thèse de Master, Johan Skytte Institute for Political Studies, University of Tartu. Disponible sur : <https://dspace.ut.ee/items/0f0cd621-7054-4d9c-99b9-9f37c646cd02>

«Tengrism as a Lived Religion in Kazakhstan and its Role in National Identity Building», Communication présentée à la Conférence de Tachkent 2022. Disponible sur : <https://nomadit.co.uk/conference/tashkent2022/paper/65555>

Bulletin of L. N. Gumilyov Eurasian National University, Religious Studies Series. Disponible sur : <https://bulletin-religious.kaznu.kz/index.php/relig/article/view/770/459>

«How Tengrians Live in Kazakhstan», CABAR.asia, 5 février 2023. Disponible sur : <https://cabar.asia/en/how-tengrians-live-in-kazakhstan>

«Tengrian Religion in Kazakhstan», AsiaNews, 6 mars 2024. Disponible sur : <https://www.asianews.it/news-en/Tengrian-Religion-in-Kazakhstan-61070.html>

«Religious Beliefs in Kazakhstan», World Atlas. Disponible sur : <https://www.worldatlas.com/articles/religious-beliefs-in-kazakhstan.html>

«Le renouveau de l'islam en U.R.S.S.», Le Monde, 4 janvier 1980. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/archives/article/1980/01/04/le-renouveau-de-l-islam-en-u-r-s-s_2800077_1819218.html

«SADUM: An Effort To Establish Soviet Islam», Voices on Central Asia, 11 juillet 2018. Disponible sur : <https://voicesoncentralasia.org/sadum-an-effort-to-establish-soviet-islam/>

«SADUM», Russia's Periphery, College of William & Mary. Disponible sur : <https://russiasperiphery.pages.wm.edu/central-asia/general/sadum/>

Khalid, Adeeb. «Soviet Policy in Central Asia. Part II», Central Asian History - Academics, Hamilton College. Disponible sur : <https://academics.hamilton.edu/central-asian-history/khalid-soviet-policy-ii>

«Features of the Islamic revival in the Republic of Kazakhstan», History and Philosophy Bulletin, Université Buketov, 29 juin 2024. Disponible sur : <https://history-philosophy-vestnik.buketov.edu.kz/history-philosophy-vestnik/article/view/g90>

«Islam in Post-Soviet Kazakhstan: Experiencing Public Revival of Islam through Institutionalisation», Academia.edu, 2018. Disponible sur : <https://www.academia.edu/84097497/>

«L'Islam dans l'espace post-soviétique, entre identités nationales et tendances radicales», Oasis Center, 30 juin 2024. Disponible sur : <https://www.oasiscenter.eu/fr/islam-dans-espace-post-sovietique-entre-identites-nationales-et-tendances-radicales>

«Religious Revival and its Limitations in the Postwar Soviet Union: The Case of Northern Kazakhstan», Studia Religiologica, vol. 57. n°4, 30 novembre 2024. Disponible sur : <https://ejournals.eu/czasopismo/studia-religiologica/>

«Tengrisme», Wikipédia, version française. Disponible sur : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Tengrisme>

«Religion in Kazakhstan», Wikipedia, version anglaise. Disponible sur : https://en.wikipedia.org/wiki/Religion_in_Kazakhstan

«Spiritual Administration of the Muslims of Central Asia and Kazakhstan», Wikipedia, version anglaise. Disponible sur : https://en.wikipedia.org/wiki/Spiritual_Administration_of_the_Muslims_of_Central_Asia_and_Kazakhstan

KazNU / PPS. « Features of Pre-Islamic Beliefs in Kazakhstan ». Disponible sur : <https://pps.kaznu.kz/kz/Main/FileShow2/18124/110/2/5/0//>

"Sociological study of religiosity in post-atheist Kazakhstan", Aigul Zabirowa, 2025. Disponible sur : <https://www.frontiersin.org/journals/sociology/articles/10.3389/fsoc.2025.1609030/full>

Religious revival, nationalism and the 'invention of tradition': political Tengrism in Central Asia and Tatarstan, Marlène Laruelle, 2007

Le tengrisme est la religion des steppes et de la nature - Central Asia Guide

Bibliographie Analyse n°4
Le rôle de la société civile au Kazakhstan

FIDH, Kazakhstan: Judicial harassment of KIBHR and ILI Foundation, 27 janvier 2021. <https://www.fidh.org/en/issues/human-rights-defenders/kazakhstan-judicial-harassment-of-kibhr-and-ili-foundation>.

Human Rights Watch, Kazakhstan: Abolish the 'Foreign Funding' Register, 19 octobre 2023. <https://www.hrw.org/news/2023/10/20/kazakhstan-abolish-foreign-funding-register>.

OMCT, Kazakhstan: Civil society organisations face pressure over receiving foreign funding, 28 septembre 2023. <https://www.omct.org/en/resources/statements/kazakhstan-civil-society-organisations-face-pressure-over-receiving-foreign-funding>.

Front Line Defenders, Répression sans précédent contre les organisations de défense des droits humains au Kazakhstan, 31 janvier 2021. <https://www.frontlinedefenders.org/fr/statement-report/unprecedented-crackdown-human-rights-organisations>.

CIVICUS Monitor, Renewed attacks on foreign-funded NGOs, juillet 2025. <https://monitor.civicus.org/explore/renewed-attacks-on-foreign-funded-ngos-protest-restrictions-despite-protective-court-ruling-and-ongoing-prosecution-of-critics/>.

Banque Asiatique de Développement, Civil Society Brief: Kazakhstan, 2024. <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/932516/civil-society-brief-kazakhstan.pdf>.

KIBHR, Threats to civic space in Kazakhstan: Briefing ahead of EU dialogue, 13 février 2025. https://bureau.kz/en/monitoring/international_reports_on_kazakhstan/briefing-ahead-of-eu-dialogue/.

Carnegie Endowment for International Peace, Tokayev's New Constitution Is a Bet on Stability — At Freedom's Cost, 18 mars 2026. <https://carnegieendowment.org/russia- Eurasia/politika/2026/03/kazakhstan-constitution-change-reaction>.

The Diplomat, Unmasking the Hypocrisy Behind Kazakhstan NGO Foreign Funding Law, 9 mars 2026. <https://thediplomat.com/2026/03/unmasking-the-hypocrisy-behind-kazakhstan-ngo-foreign-funding-law>.

Bibliographie Analyse n°5
Alataou, « Smart Silk Road city », ville du futur au Kazakhstan

Site internet du projet de développement d'Alataou

<https://alatau.city>

Sources académiques

Alzhanova, Farida, David Celetti, Nailiya Nurlatova et Zaira Satpayeva. « Quality of Urban Space in the Eurasian Context: The Case of Almaty (Kazakhstan) ». Advances in Economics, Business and Management Research, vol. 162. 2021. p. 95–102.

Irnazarov, Farrukh et Marina Kayumova. « Toward Smart City Development in Central Asia: A Comparative Assessment ». Central Asian Affairs, vol. 4, no 1, 2017, p. 51–82.

Articles et analyses

Cabrol Noto, Lenny. « Au Kazakhstan, la ville futuriste "Alataou" franchit une nouvelle étape avec l'obtention d'un statut spécial ». Novastan, 25 avril 2026.

Daly, John C. K. « Central Asia Building New Cities ». The Jamestown Foundation, 2 avril 2026.

« The New Cities of Central Asia ». Eurasianet, 13 juillet 2023.

« As Central Asia Builds "Smart Cities" with China, Is It Moving Away from Russia? ». South China Morning Post, 2026.

« Beyond the Belt and Road: China's New Playbook in Central Asia ». The Times of Central Asia, 2025.

« Kazakhstan Plans to Power New Alatau City With Gas and Renewable Energy ». The Times of Central Asia, 2026.

« Air Taxi Service in Kazakhstan Unlikely to Launch Commercially Before 2029 ». The Times of Central Asia, 2026.

« Alatau: Kazakhstan's New Digital City Without Internet and Roads ». Vlast, 30 octobre 2025.

« City Game: How and Why New Megacities Are Being Built in Central Asia ».

». Izvestia, 2026.

« Alatau: Kazakhstan's Futuristic Crypto City Faces Ground-Level Realities ». The Diplomat, mars 2026.

« Construction de la ville d'Alatau : une nouvelle carte de visite du Kazakhstan ». EL.kz, 2026.

« Alatau Smart City to Implement Comprehensive Digitization and Automation ». The Astana Times, 2024.

« The Alatau Special Economic Zone ». Global Connectivities, 2024.



НАЦИОНАЛЕН ЦЕНТЪР ЗА КУЛТУРА И ЕЗИЦИ
inalco
Institut national
des langues

FONDATION
inalco
Fondation pour la culture et les langues




**AMBASSADE
DE FRANCE
AU KAZAKHSTAN**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



 **FREEDOM
HOLDING CORP.**



VERNY CAPITAL



 **Air Liquide**

 **VEOLIA**



